

Burkina Faso  
Unité– Progrès– Justice



Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes



Observatoire National de l'Emploi et de la Formation

Enquête Nationale sur la Main-d'œuvre au Burkina Faso

## RAPPORT DE SYNTHÈSE

~ Version finale~

Réalisée avec l'appui du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS)



Novembre 2019

## TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	4
LISTE DES TABLEAUX.....	5
LISTE DES GRAPHIQUES.....	6
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	7
DÉFINITION DE CONCEPTS CLÉS.....	8
RÉSUMÉ.....	9
INTRODUCTION.....	11
I- CONTEXTE ET OBJECTIFS.....	11
II- SYNTHÈSE METHODOLOGIQUE.....	12
2.1. Type d'enquête.....	12
2.1.1 Administration publique.....	12
2.1.2 Organisations non gouvernementales.....	12
2.1.3 Projets et programmes.....	12
2.1.4 Entreprises privées formelles.....	13
2.2. Collecte et saisie des informations.....	14
2.3. Difficultés rencontrées.....	14
CHAPITRE 1 : SITUATION GÉNÉRALE DE CRÉATION D'EMPLOIS EN 2018.....	15
1.1. SITUATION GÉNÉRALE DE CRÉATION D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR FORMEL NON AGRICOLE EN 2018.....	16
1.2. SITUATION GÉNÉRALE DE CRÉATIONS D'EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL NON AGRICOLE EN 2018.....	17
CHAPITRE 2 : ANALYSE DE LA MAIN D'ŒUVRE DANS LES PROJETS ET PROGRAMMES.....	19
2.1. Statuts et catégories des projets et programmes.....	20
2.2. Secteur de planification des projets/programmes.....	20
2.3. Durée d'exécution des projets et programmes.....	21
2.4. Caractéristique du personnel des unités de gestion des projets et programmes.....	22
2.5. Répartition du personnel selon le sexe dans les catégories des projets et programmes.....	22
2.6. Situation du personnel dans les projets et programmes en 2019.....	22
CHAPITRE 3 : CARACTERISTIQUES DES EMPLOIS CRÉÉS PAR LES PROJETS ET PROGRAMMES.....	24
3.1. Contractuels recrutés selon le sexe.....	25
3.2. Contractuels recrutés selon la catégorie du projet/programme.....	25
3.3. Contractuels des projets et programmes selon le secteur d'intervention.....	25
3.4. Contractuels des projets et programmes selon le niveau d'instruction.....	26
3.5. Caractéristiques des bénéficiaires des projets et programmes d'emplois.....	27
3.6. Les bénéficiaires insérés comme salariés par les projets et programmes d'emplois.....	27
3.7. Auto-emplois directs créés par les projets et programmes selon le sexe.....	28
3.8. Auto-emplois directs créés par les projets et programmes selon le secteur d'intervention.....	28
CHAPITRE 4 : ANALYSE DE LA MAIN D'ŒUVRE AUPRES DES ENTREPRISES FORMELLES.....	29
4.1. Situation du personnel des entreprises privées formelles non agricoles en 2019.....	30
4.2. Caractéristiques des entreprises selon la branche d'activités.....	31
4.3. Caractéristiques des emplois créés par les entreprises du secteur formel.....	32
4.3.1. Emplois créés selon la catégorie socio-professionnelle.....	32
4.3.2. Emplois créés selon la branche d'activités des entreprises.....	32
4.3.3. Emplois créés selon le statut des entreprises.....	34

4.3.4 Emplois créés selon le type de contrat.....	36
4.4 Mouvements de personnel .....	40
4.5. Difficultés de recrutement .....	41
4.6. Perspectives de recrutement .....	43
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	44
ANNEXE.....	46

## AVANT-PROPOS



Au Burkina Faso, l'impératif auquel doit répondre l'économie est celui de relever le défi de la création d'emplois décents notamment, pour les jeunes et les femmes qui arrivent sur le marché du travail. En 2018, selon l'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI), le taux de chômage est estimé à 4,7% au plan national, tandis que le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre s'élève à 40,7% chez les jeunes de 15-34 ans.

L'emploi constitue la principale forme d'insertion sociale, le facteur le plus sûr d'amélioration des conditions de vie et de réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité. A cet effet, le programme politique de **SEM Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso**, a affiché clairement la volonté de faire de la création d'emplois productifs, un vecteur important du développement économique et social du Burkina Faso au cours de la période 2016-2020. Cette volonté politique s'est affirmée dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) au niveau des axes stratégiques 2 et 3. Aussi, le PNDES vise la création de 50 000 emplois décents par an durant le quinquennat 2016-2020.

La réponse à ce défi nécessite la mise en place d'un Système efficace d'information sur le marché du travail (SIMT). Face à ce besoin, l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) a réalisé en 2019, la deuxième édition de l'Enquête nationale sur la main-d'œuvre dans les secteurs public et privé formel au Burkina Faso (ENAMO-BF). Cette enquête permet à l'ONEF d'une part, de mettre à la disposition des parties prenantes, des statistiques récentes sur la création d'emplois dans les structures formelles (publiques et privées) et, d'autre part, d'estimer le nombre d'emplois pour l'ensemble du secteur non agricole de l'économie (formel et informel).

L'enquête n'a pas seulement permis de disposer d'informations sur les emplois nouvellement créés en 2018 mais a également pris en compte la situation des emplois en 2019 au moment de l'enquête ainsi que les perspectives de recrutement par les entreprises privées formelles en 2020.

Je saisis cette opportunité pour remercier les Partenaires techniques et financiers (PTF), en particulier le Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) financé par l'Union Européenne et toutes les personnes qui soutiennent l'ONEF, tout en les exhortant à ne ménager aucun effort pour l'accompagner davantage dans la mise en œuvre de son Plan stratégique de développement (PSD).

Le Ministre de la Jeunesse et de la Promotion  
de l'Entrepreneuriat des Jeunes

**Salifo TIEMTORE**  
*Officier de l'Ordre de l'Étalon*

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1:</b> Estimation du pourcentage des emplois non agricoles dans le secteur informel selon les caractéristiques des actifs occupés .....	13
<b>Tableau 2:</b> Taux de réponse à l'enquête selon les différentes catégories de structures .....	14
<b>Tableau 3:</b> Evolution des emplois créés sur la période 2016-2018.....	17
<b>Tableau 4 :</b> Nombre d'emplois dans le secteur informel non agricole selon la branche d'activité en 2018 .....	18
<b>Tableau 5:</b> Nombre d'emplois dans le secteur informel non agricole selon le sexe en 2018 .....	18
<b>Tableau 6:</b> Répartition du nombre des projets et programmes enquêtés selon le secteur d'intervention .....	21
<b>Tableau 7 :</b> Répartition des projets et programmes enquêtés selon leur durée de vie (en %) .....	21
<b>Tableau 8 :</b> Répartition du personnel des unités de gestion selon la catégorie des projets et des programmes et le sexe .....	22
<b>Tableau 9 :</b> Situation du personnel dans les projets et programmes en 2019 selon le type et le sexe .....	23
<b>Tableau 10:</b> Effectif des contractuels recrutés dans les projets et programmes selon le sexe en 2018 .....	25
<b>Tableau 11:</b> Répartition des contractuels recrutés selon le sexe et la catégorie des projets/programmes en 2018.....	25
<b>Tableau 12:</b> Effectif des contractuels recrutés dans les projets/programmes selon le secteur d'intervention et le sexe en 2018 .....	25
<b>Tableau 13:</b> Effectif des contractuels recrutés dans les projets/programmes selon le secteur d'intervention et la catégorie en 2018 .....	26
<b>Tableau 14 :</b> Répartition des contractuels recrutés en 2018 par niveau d'instruction et le sexe .....	26
<b>Tableau 15 :</b> Effectif des bénéficiaires salariés créés par les projets/programmes selon la catégorie en 2018.....	27
<b>Tableau 16:</b> Effectif des auto-emplois créés par les projets et programmes selon le secteur d'intervention .....	28
<b>Tableau 17:</b> Situation du personnel des entreprises en 2019 selon le statut et le sexe .....	30
<b>Tableau 18:</b> Situation du personnel salarié permanent des entreprises en 2019 selon la catégorie socio-professionnelle et le sexe .....	30
<b>Tableau 19:</b> Situation du personnel des entreprises selon la branche d'activité en 2019 et selon le statut .....	31
<b>Tableau 20:</b> Situation du personnel des entreprises selon le statut de l'entreprise en 2019.....	31
<b>Tableau 21:</b> Nombre de nouveaux emplois créés selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe en 2018 .....	32
<b>Tableau 22 :</b> Nombre d'emplois salariés créés selon la branche d'activités et le sexe en 2018 .....	33
<b>Tableau 23 :</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés selon la branche d'activités et le sexe en 2018 .....	33
<b>Tableau 24 :</b> Nombre d'emplois salariés temporaires créés selon la branche d'activités et le sexe en 2018 .....	34
<b>Tableau 25:</b> Nombre d'emplois créés en 2018 selon le statut et la catégorie socioprofessionnelle.....	34
<b>Tableau 26:</b> Nombre d'emplois salariés créés en 2018 selon la branche d'activité et le statut de l'entreprise .....	35
<b>Tableau 27 :</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon la branche d'activités et le statut de l'entreprise .....	35
<b>Tableau 28:</b> Nombre d'emplois salariés temporaires créés en 2018 selon la branche d'activités et le statut de l'entreprise.....	36
<b>Tableau 29 :</b> Nombre d'emplois salariés créés en 2018 selon le statut de l'entreprise et le sexe .....	36
<b>Tableau 30:</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le type de contrat et le sexe .....	36
<b>Tableau 31 :</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon la branche d'activités et le type de contrat .....	37
<b>Tableau 32 :</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le statut de l'entreprise, le type de contrat et le sexe.....	37
<b>Tableau 33 :</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et le sexe .....	38
<b>Tableau 34:</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le niveau d'instruction et le sexe .....	38
<b>Tableau 35 :</b> Nombre de nouveaux emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et le statut de l'entreprise en pourcentage .....	39
<b>Tableau 36 :</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le niveau d'instruction et le statut de l'entreprise .....	39
<b>Tableau 37 :</b> Nombre de nouveaux emplois selon la branche d'activités et le niveau d'instruction (en pourcentage).....	40
<b>Tableau 38 :</b> Mouvements du personnel selon le motif du départ et le sexe .....	40
<b>Tableau 39 :</b> Mouvements du personnel selon la branche d'activités et le motif du départ.....	41
<b>Tableau 40 :</b> Types de profession dont le poste est resté vacant pendant 4 mois malgré les efforts de recrutement suivant le nombre de postes non pourvus.....	42
<b>Tableau 41 :</b> Diplôme/ titre de qualification pour les postes restés vacants au moins 4 mois malgré les efforts de recrutement.....	43
<b>Tableau 42:</b> Proportion des entreprises qui ne souhaitent pas recruter au cours des 12 prochains mois selon la raison .....	43
<b>Tableau 43 :</b> Types de profession dont le poste est resté vacant pendant 4 mois malgré les efforts de recrutement suivant le nombre de postes non pourvus.....	47
<b>Tableau 44 :</b> Situation des besoins de recrutement des entreprises au cours des 12 prochains mois .....	48
<b>Tableau 45 :</b> Nombre de nouveaux emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et la branche d'activités .....	54
<b>Tableau 46 :</b> Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon la branche d'activités et le type de contrat .....	55
<b>Tableau 47 :</b> Proportion des entreprises souhaitant recruter au cours des 12 prochains mois .....	55
<b>Tableau 48 :</b> Nombre de nouveaux emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et le statut de l'entreprise.....	55
<b>Tableau 49 :</b> Nombre de nouveaux emplois Nombre de nouveaux emplois selon la branche d'activités et le niveau d'instruction .....	56
<b>Tableau 50 :</b> Mouvements du personnel selon la branche d'activités et le motif du départ.....	56

## LISTE DES GRAPHIQUES

<b>Graphique 1</b> : Évolution des emplois stables et temporaires dans le privé formel .....	16
<b>Graphique 2</b> : Répartition en pourcentage des projets et programmes selon leur catégorie .....	20
<b>Graphique 3</b> : Effectif du personnel en 2019 des projets et programmes selon le sexe .....	22
<b>Graphique 4</b> : Répartition des bénéficiaires des projets/programmes de promotion de l'emploi selon le sexe .....	27
<b>Graphique 5</b> : Effectif des bénéficiaires employés par les projets et programme en 2018 selon le sexe .....	27
<b>Graphique 6</b> : Effectif des emplois salariés créés par les projets/programmes selon le secteur d'intervention .....	28
<b>Graphique 7</b> : Bénéficiaires auto-employés par les projets et programmes en 2018 .....	28
<b>Graphique 8</b> : Répartition en pourcentage des entreprises suivant la branche d'activités .....	32
<b>Graphique 9</b> : Proportion des entreprises ayant eu des difficultés de recrutement au cours des 3 dernières années selon le statut de l'entreprise ..	42

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ANPE	:	Agence nationale pour l'emploi
BEP	:	Brevet d'étude professionnelle
BEPC	:	Brevet d'études du premier cycle
BPT	:	Brevet professionnel de technicien
BPTS	:	Brevet professionnel de technicien spécialisé
BTS	:	Brevet de technicien supérieur
BTP	:	Bâtiment et travaux publics
CAP	:	Certificat d'aptitudes professionnelles
CARFO	:	Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CDD	:	Contrat à durée déterminée
CDI	:	Contrat à durée indéterminée
CEP	:	Certificat d'études primaires
CNSS	:	Caisse nationale de sécurité sociale
CQB	:	Certificat de qualification de base
CQP	:	Certificat de qualification professionnelle
CSP	:	Catégorie socio professionnelle
DGESS	:	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGEP	:	Direction générale de l'économie et de la planification
DDIC	:	Direction de la documentation, de l'information et de la communication
DER	:	Directeur des études et de la recherche
DGIPE	:	Direction générale de l'insertion professionnelle et de l'emploi
DEUG	:	Diplôme d'études universitaires générales
DUT	:	Diplôme universitaire de technologie
EFTP	:	Enseignement et formation techniques et professionnels
ENESI	:	Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel
ENAMO-BF	:	Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs public et privé formels au Burkina Faso
EPE	:	Établissement public de l'État
EPA	:	Établissement public à caractère administratif
HIMO	:	Haute intensité de main d'œuvre
IFU	:	Identifiant financier unique
MFPTPS	:	Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale
ND	:	Non déterminé
ONEF	:	Observatoire national de l'emploi et de la formation
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PAGPS	:	Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques
PAO	:	Plan d'action opérationnel
PARPED	:	Programme d'augmentation de revenus et promotion d'emploi décent en faveur des femmes et des jeunes
PCE	:	Potentialité de création d'emploi
PIP	:	Programme d'investissement public
PNDES	:	Plan national de développement économique et social
PNE	:	Politique nationale de l'emploi
PEJDC	:	Programme emploi jeune et développement des compétences
PISJ	:	Programme d'insertion socioprofessionnelle des jeunes
PTF	:	Partenaires techniques et financiers
SYSCOHADA	:	Système comptable de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires

## DÉFINITION DE CONCEPTS CLÉS

**Emploi** : Dans son sens le plus courant, l'emploi définit l'exercice d'une profession dans le cadre d'une activité rémunérée par un salaire, un traitement ou des honoraires. Il est alors régi par un contrat signé entre un employeur et un employé.

**Secteur moderne ou formel** : Pour des raisons de comparaison internationale seuls les critères d'enregistrement, de la tenue de comptabilité et de la production marchande sont considérés comme les plus importants pour définir une entreprise exerçant dans le secteur moderne. Selon le code fiscal du Burkina Faso, l'enregistrement administratif à caractère obligatoire d'une entreprise formelle est l'identifiant financier unique (IFU). Les entreprises formelles sont assujetties au plan comptable SYSCOHADA. Elles doivent élaborer chaque année, un document de bilan comptable et un compte d'exploitation. Néanmoins, le régime fiscal prévoit également une comptabilité simplifiée à laquelle sont assujetties certaines entreprises. Enfin au sens du Système de comptabilité nationale (SCN) 1993 ou 2008, ces entreprises doivent produire des biens et services marchands qui sont vendus ou échangés sur le marché.

**Secteur informel** : A l'opposé du secteur formel et pour des raisons de comparaison internationale seuls les critères de non enregistrement, de la non tenue de comptabilité et de la production marchande sont considérés comme les plus importants pour définir une unité de production exerçant dans le secteur informel. Il est aussi important de noter que ces critères s'appliquent désormais à toutes formes d'activités (y compris les professions libérales). Une entreprise du secteur informel produit des biens ou services marchands mais ne dispose d'une comptabilité écrite et formelle ou ne possède pas l'IFU.



## RÉSUMÉ

Dans le but de mettre en place un système adéquat d'information sur le marché du travail (SIMT), l'Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs public et privé formel non agricole au Burkina Faso (ENAMO-BF) a été réalisée pour estimer d'une part, le volume d'emplois créés dans ce secteur, et d'autre part, d'en déduire le nombre d'emplois créés dans le secteur informel.

La création d'emplois dans le secteur formel concerne les recrutements, la mise en place d'activités génératrices de revenus, réalisés ou générés par l'administration publique, les entreprises privées formelles, les projets et programmes et les Organisations non gouvernementales (ONG).

En 2018, le nombre global d'emplois créés dans le secteur formel au Burkina Faso est estimé à 101 176 contre 107 535 en 2017, soit une baisse de 5,9%.

Dans ce secteur formel, des emplois permanents et temporaires sont créés. Les emplois permanents résultent des recrutements dans l'administration publique, les projets/programmes, les ONG's et les contrats à durée déterminée (CDD), les contrats à durée indéterminée (CDI) ou les contrats verbaux du privé formel. Ces emplois représentent 44,7% de l'ensemble des emplois créés.

Quant aux emplois temporaires ou saisonniers, ils représentent 55,3%. Ils sont générés par les projets et programmes ainsi que les entreprises privées formelles et visent à réduire le chômage des jeunes.

Les emplois créés dans l'administration publique concernent les agents de la fonction publique, des collectivités territoriales et des Établissements publics de l'État (EPE). Le nombre de salariés recrutés dans l'administration publique est de 11 228 en 2018 contre 19 056 en 2017, soit une baisse de 41,1%. Cette baisse s'explique par la diminution du nombre de postes pourvus par concours directs et sur mesures nouvelles.

En ce qui concerne le secteur privé formel et les entreprises publiques et parapubliques, les emplois créés se répartissent en CDD, CDI, contrats verbaux et travailleurs temporaires. Les emplois générés par ce secteur s'élèvent à 71 223 en 2018 contre 49 097 en 2017, soit une hausse de 45,1%.

Au niveau des projets et programmes, les emplois créés sont constitués des contractuels dans les unités de coordination et les emplois directs créés grâce aux projets/programmes, notamment ceux de promotion de l'emploi tels les Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO). Le total d'emplois générés dans les projets/programmes est passé de 39 180 en 2017 à 18 433 en 2018, soit une baisse de

53,0% pouvant s'expliquer par la clôture de certains projets et programmes d'emplois (PISJ, PARPED/JF, etc.). S'agissant du personnel contractuel intervenant dans les unités de gestion, l'effectif est passé de 313 en 2017 à 526 en 2018.

Concernant les ONG's, le nombre d'emplois créés en 2018 et enregistrés à la CNSS est de 292 contre 202 en 2017, soit une hausse de 44,6%.

Suivant une analyse du personnel permanent par catégorie socioprofessionnelle et par branche d'activités, les ouvriers qualifiés et les manœuvres/ouvriers non qualifiés sont les plus nombreux dans les nouvelles embauches avec respectivement 52,3% et 21,2%. Les branches d'activités « fabrication » et « construction » enregistrent le plus grand nombre de recrutés suivies des « activités de services de soutien et de bureau ». Elles enregistrent respectivement 27,0%, 21,4% et 17,6%.

Au titre des emplois temporaires créés, les branches d'activités « fabrication » et « construction » avec des taux respectifs de 31,2% et 22,6%, enregistrent le plus grand nombre de temporaires recrutés en 2018.

En considérant le type de contrat, les emplois à durée déterminée sont prédominants et les hommes y sont majoritaires. Le nombre de salariés sous contrats à durée déterminée représente 45,4% contre 36,9% pour ceux à durée indéterminée. Par ailleurs, la répartition des emplois permanents par type de contrat montre que les femmes sont faiblement représentées avec 22,1% dans les CDI, 20,6% dans les CDD et 34,4% dans les contrats verbaux.

S'agissant des départs des travailleurs, ils sont estimés à 3 370 dont 16,5% de femmes. Les principales raisons sont la fin des contrats (37,4%), les démissions (35,8%) et les départs à la retraite (12,0%). En dépit de ces départs dans les entreprises privées formelles, la création nette d'emplois se chiffre à 67 853 en 2018.

En perspectives, les recrutements dans les entreprises privées pour l'année 2020 indiquent 13 718 emplois à pourvoir. Toutefois, ces perspectives de recrutements sont conditionnées par plusieurs facteurs, notamment l'amélioration du marché d'écoulement des produits, un climat politique apaisé et le renforcement des conditions sécuritaires.

A l'issue de l'enquête, l'estimation des emplois créés dans le secteur informel non agricole se chiffre à 1 527 074. Ces emplois sont repartis comme suit : 760 410 pour les hommes et 766 664 pour les femmes. La branche d'activités dominante est le « commerce hébergement et restauration » avec un effectif de 607 828 emplois.

## INTRODUCTION

### I- CONTEXTE ET OBJECTIFS

Au Burkina Faso, le taux de croissance du PIB réel était de 6,8% en 2018, principalement grâce à l'agriculture (14,7%), l'industrie extractive (10,8 %), l'élevage (10,3%) et le commerce (10,3%). Les perspectives économiques affichent un taux de croissance du PIB réel de 6,0% en 2019. Aussi, la question principale qui se pose est de savoir si cette croissance économique est réellement porteur de création d'emplois.

Par ailleurs, sur le plan social, le pays fait face à un défi sécuritaire exacerbé depuis 2018. L'insécurité est un facteur perturbateur du développement économique et de l'amélioration des revenus de la population. Dans ce contexte, la situation de l'emploi du pays, est marquée par l'ampleur du sous-emploi, le chômage des jeunes et des femmes, la prévalence des emplois précaires et peu productifs et l'étendue de l'économie informelle.

Selon les résultats de l'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI), en 2018, le taux de chômage s'élevait à 4,7% au plan national. Les jeunes âgés de 15-34 ans se retrouvent essentiellement en situation de sous-utilisation de la main d'œuvre avec un taux de 40,7%. Ce taux cumule les effectifs des jeunes au chômage, en sous-emploi lié à la durée et ceux qui sont sans emploi, ne recherchent pas activement le travail, sont disponibles ou non mais veulent travailler. De même, le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre féminine se chiffre à 41,9%. Toujours selon les résultats de l'ERI-ESI de 2018, 72,5% de la main d'œuvre occupée exerce des emplois vulnérables (travailleurs propre compte, travailleurs-familiaux et assimilés).

Le Gouvernement, conscient du rôle de l'emploi dans le développement économique et social, a inscrit cette thématique au rang de ses priorités telles que définies dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020. Il envisage la création de 50 000 emplois décents chaque année durant la période de sa mise en œuvre.

Dans cette perspective, la Politique sectorielle travail emploi et protection sociale (PS/TEPS) a été définie sur la base des expériences tirées de plusieurs documents de politiques<sup>1</sup> se référant à l'emploi. La PS/TEPS<sup>2</sup>, fruit d'une approche participative et inclusive a comme vision, de faire du Burkina Faso, « une *Nation solidaire et inclusive où l'ensemble des citoyens sans distinction aucune ont un accès égal et équitable à l'emploi productif, au travail décent et à la protection sociale leur permettant de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale à l'horizon 2027* ». En matière d'emploi, la PS/TEPS poursuit : i) la promotion de l'emploi, de l'insertion professionnelle et de la lutte contre le chômage ; ii) la promotion de l'auto emploi ; iii) la facilitation de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Pour relever le défi de la création d'emplois productifs et décents, un bon suivi du marché du travail s'avère nécessaire dans la mesure où il permet une meilleure formulation, une bonne mise en œuvre et

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la Politique nationale du travail (2011-2020), le Programme pays de promotion du travail décent au Burkina Faso (PPTD/Burkina Faso 2012-2015), la Politique nationale de l'emploi (PNE 2008), la Politique nationale de protection sociale (PNPS 2013-2022), la Politique nationale d'action sociale (PNAS 2007-2015), le Plan stratégique de développement de l'office de santé des travailleurs (PSD, 2016-2020), la Politique nationale de promotion de la femme (PNPF 2005-2010) et la Politique nationale genre (PNG 2009-2019)

<sup>2</sup>Sous les tutelles des ministères en charge de l'emploi chef de file, du travail et de la protection sociale, du genre et de la santé qui assurent les vices présidences, la PS/TEPS est chargée entre autres : du travail, de l'emploi et de la protection sociale.

évaluation des politiques sectorielles et des projets et programmes de développement. Ce suivi requiert la mise en place d'un système adéquat d'information sur le marché du travail (SIMT) à même de fournir des informations actualisées et fiables.

C'est dans cette optique que l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), a réalisé en 2019, la deuxième enquête nationale sur la main-d'œuvre dans les secteurs public et privé formel au Burkina Faso (ENAMO-BF) pour l'année 2018. L'objectif global de l'enquête est d'évaluer le nombre d'emplois créés dans les différents secteurs de l'économie (y compris le secteur informel), dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du PNDES. De façon spécifique, l'ENAMO-BF a permis :

- d'évaluer le nombre d'emplois formels créés au Burkina Faso pour l'année 2018 ;
- d'analyser la dynamique de création d'emplois formels de l'année 2018 et d'identifier les branches d'activités porteuses d'emplois ;
- de mettre à la disposition des demandeurs d'emplois des informations sur l'évolution du marché du travail et les métiers porteurs ;
- de déduire à partir des résultats de l'enquête les emplois créés en 2018 dans le secteur informel.

## **II- SYNTHÈSE METHODOLOGIQUE**

L'enquête a été réalisée par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) et a bénéficié de l'assistance technique des experts du Sous-programme statistiques du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques, (PAGPS/SPS). La méthodologie a été élaborée et validée au cours d'un atelier réunissant la plupart des structures intervenant dans le système d'information sur le marché du travail.

### **2.1. Type d'enquête**

Les informations contenues dans ce rapport proviennent de plusieurs sources : i) une collecte de données courantes dans les administrations publiques, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), les collectivités territoriales, les projets et programmes et les entreprises publiques ; ii) une enquête par sondage aléatoire auprès des entreprises privées et les sociétés d'Etat.

#### **2.1.1 Administration publique**

Les nouveaux emplois créés sont les recrutements opérés par concours directs et sur mesures nouvelles par la Fonction publique y compris les ministères de la défense et de la sécurité, les Etablissements publics de l'Etat et les Collectivités territoriales. Une collecte de source administrative a permis d'obtenir les emplois créés par l'ensemble de ces structures de l'administration.

#### **2.1.2 Organisations non gouvernementales**

Les nouveaux emplois créés par les ONG's ont été obtenus à partir de leurs déclarations à la CNSS.

#### **2.1.3 Projets et programmes**

Le répertoire des projets et programmes de développement produit par la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) a constitué le document de base pour le recensement qui a permis de capitaliser les nouveaux emplois créés au sein des projets et programmes. Ce répertoire est

élaboré à partir des données tirées du Programme d'investissement public (PIP) et regroupe les projets et programmes de développement en cours d'exécution. Cependant, il ne prend pas en compte tous les projets et programmes exécutés au Burkina Faso car, le dispositif actuel de suivi du PIP auquel il tire sa source ne cerne pas les projets et programmes financés par les ONG's et par la coopération décentralisée. Sur une liste de 243 projets et programmes, 158 ont été enquêtés, soit un taux de réponse de 65,0%.

#### 2.1.4 Entreprises privées formelles

Un échantillon des entreprises a été sélectionné selon un plan de sondage aléatoire stratifié simple. La base de sondage est le fichier du Recensement industriel et commercial (RIC) de 2016 fourni par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). Cette base de sondage a été mise à jour en ajoutant une liste de nouvelles entreprises déclarées à la Maison de l'entreprise en 2019. La base de sondage actualisée comprend 8 805 entreprises privées formelles. Pour déterminer la taille de l'échantillon, une simulation a été faite à partir de la base de sondage. Elle a consisté d'une part, à estimer les effectifs des emplois et d'autre part, les coefficients de variation de ces estimations selon les branches d'activités.

A la suite des simulations, la taille de l'échantillon des entreprises privées formelles a été estimée à 1 000. Toutes les entreprises qui emploient plus de 100 personnes ont été sélectionnées. Elles sont au nombre de 157. S'agissant des entreprises qui emploient moins de 100 personnes, il a été tiré un échantillon de 843 selon un plan de sondage stratifié, avec probabilités inégales, proportionnellement au nombre d'emplois créés par les entreprises dans la branche d'activités correspondante.

Le taux de réponse à l'enquête est de 70,9%. L'échantillon enquêté comprend 666 entreprises privées, 20 parapubliques, 12 publiques et 11 sociales. Les coefficients de pondération ont été calculés en tenant compte d'une part du plan de sondage et d'autre part de la non réponse totale. Par ailleurs, en vue d'extrapoler les résultats à l'ensemble de l'économie, il a été calculé d'abord à partir de la base de données de l'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel de 2015, un nombre moyen d'emplois créés dans le secteur informel pour un emploi créé dans le secteur privé formel non agricole. Ce ratio a été estimé à 21,4 avec un coefficient de variation de 2,9%. Autrement dit, pour 10 emplois créés dans le secteur formel, il y a 214 emplois générés dans le secteur informel.

Dans un deuxième temps, il a été déterminé les structures de répartition des emplois créés dans le secteur informel selon les branches d'activités. Les pourcentages estimés sont présentés dans le tableau ci-après.

**Tableau 1:** Estimation du pourcentage des emplois non agricoles dans le secteur informel selon les caractéristiques des actifs occupés

Caractéristiques	Proportion (%)	Coefficient de variation (%)
<b>Sexe</b>		
Masculin	49,8	1,6
Féminin	50,2	1,6
<b>Branche d'activités</b>		
Industries et BTP	38,8	2,1
Commerce, hébergement et restauration	39,8	1,9
Autres services	21,4	2,9

Source : ONEF, calcul effectué à partir des données de l'ENESI 2015 réalisée par l'INSD

Ces proportions ont été utilisées pour répartir les emplois estimés dans le secteur informel selon les caractéristiques des actifs occupés.

## 2.2. Collecte et saisie des informations

Quarante agents enquêteurs ont été recrutés et formés dans le mois de juillet 2019. La formation a mis l'accent sur la définition des concepts utilisés et le remplissage des questionnaires. Huit contrôleurs étaient chargés de collecter les informations au niveau des projets et programmes et d'appuyer les enquêteurs sur le terrain. La collecte était placée sous la supervision de cinq personnes. La collecte des données a été réalisée sur la période août-octobre 2019.

Le traitement informatique des données s'est déroulé en trois étapes à savoir la codification, la saisie et l'apurement. La codification a consisté à transcrire par des symboles ou codes adaptés au traitement informatique, les informations recueillies littéralement par l'agent de collecte. La codification a été réalisée en même temps que le déroulement de la collecte de données.

Les masques de saisie ont été conçus sous le logiciel CPro qui offre une excellente ergonomie et des possibilités d'affichage à l'image du questionnaire. La saisie des données a mobilisé cinq personnes et s'exécutait au fur et à mesure que les questionnaires étaient réceptionnés et la codification terminée. Enfin, le traitement des données a consisté d'une part, à apurer la base de données et d'autre part, à calculer les indicateurs et produire les tableaux des résultats. Les types de contrôles ont été effectués, à savoir, l'exhaustivité, la cohérence et la vraisemblance des données. Le traitement des données a été réalisé avec le logiciel SPSS. Le fichier apuré a servi à la production des tableaux répondant au plan d'analyse développé par l'équipe technique de l'enquête.

## 2.3. Difficultés rencontrées

Cette étude a rencontré des difficultés notamment dans la phase de collecte. Cette phase, initialement prévue pour deux mois a finalement duré trois mois. Cette prorogation s'explique d'une part, par l'indisponibilité des responsables de certains projets/programmes, compte tenu du début de la collecte en août 2019, période où un certain nombre de structures ferment les portes ou réduisent leur activité au strict minimum, pour raison de vacances et d'autre part, par le refus de certaines entreprises à collaborer. Par ailleurs, les délais de réaction de certaines entreprises ont été parfois longs en dépit des relances multiples effectuées.

Le tableau suivant est un récapitulatif de l'ensemble des unités enquêtées.

**Tableau 2:** Taux de réponse à l'enquête selon les différentes catégories de structures

Structures <sup>3</sup>	Nombre d'unités enquêtées dont les données sont traitées	Nombre d'unités prévues	Taux de réponse (%)
Projets/Programmes	158	234	67,5%
Entreprises publiques	20	22	90,9%
Entreprises privées formelles ayant plus de 100 employés	109	157	69,4%
Entreprises privées formelles ayant moins de 100 employés	600	843	71,2%

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel.

<sup>3</sup> Il est difficile de disposer des taux de réponse pour l'administration publique et les ONG's car les données collectées auprès de ses unités ont été obtenues à travers des données secondaires.

**CHAPITRE 1 : SITUATION GÉNÉRALE DE CRÉATION D'EMPLOIS EN 2018**

Ce chapitre traite de la situation générale de création d'emploi dans le secteur formel et informel non agricole en 2018.

## 1.1. SITUATION GÉNÉRALE DE CRÉATION D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR FORMEL NON AGRICOLE EN 2018

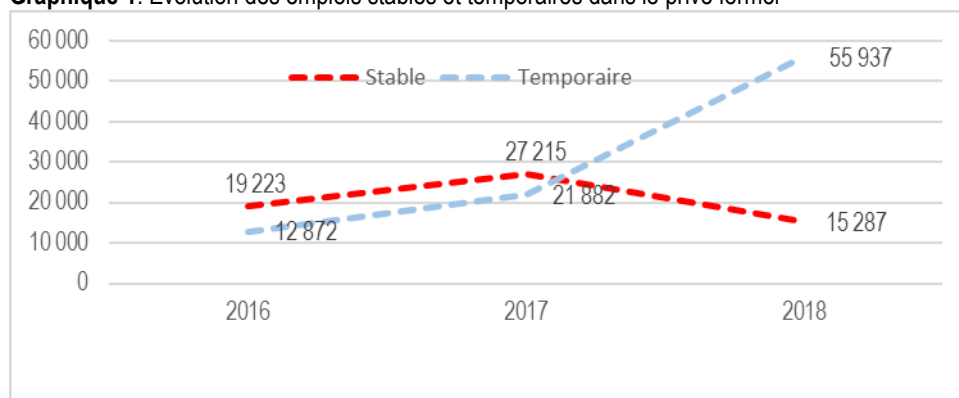
L'offre d'emplois dans le secteur formel est constituée de l'ensemble des emplois créés et disponibles dans le segment dit moderne de l'économie. Il s'agit des emplois créés dans le secteur public et le secteur privé formel y compris les ONG's et associations ainsi que les projets et programmes.

En 2018, la création d'emplois dans ce secteur est estimée à 101 176 emplois, soit une baisse de 5,9% par rapport à 2017 où elle était de 107 535. Pour la période de 2016-2018, le nombre moyen d'emplois créés par an a été de 94 937.

Parmi ces emplois, certains sont qualifiés de stables, notamment, les recrutements dans l'administration publique, les entreprises publiques et parapubliques, les ONG's, les CDD/CDI et les contrats verbaux dans les entreprises privées du secteur formel et le personnel contractuel des projets/programmes. Ces emplois stables créés s'élèvent à 27 332 en 2018 mais sont en baisse de 41,6% par rapport à 2017. En 2016 et 2017, les emplois créés étaient respectivement de 40 729 et 46 786. Ainsi sur la période 2016-2018, il se dégage une moyenne de 38 283 emplois stables créés par an sur les trois ans.

L'analyse par secteur institutionnel révèle deux situations par rapport en 2017 : i) une baisse de recrutement des travailleurs dans l'administration publique et dans les projets et programmes et ii) une hausse de recrutement dans les entreprises privées formelles et les ONG's. S'agissant particulièrement des entreprises privées formelles, elles ont enregistré en 2018 une hausse de 45,1% des emplois créés. Les emplois temporaires ont principalement contribué à cette hausse au détriment des emplois stables dans les entreprises formelles quelle que soit l'année.

**Graphique 1 :** Évolution des emplois stables et temporaires dans le privé formel



Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

Au cours des années 2016, 2017 et 2018, le nombre de nouveaux emplois temporaires dans les entreprises privées formelles, était respectivement de 12 872, 21 882 et 55 937. Ainsi, le volume de l'emploi s'est accru de 70,0% en 2017 et de 155,6% en 2018. Les agences de gardiennage et de sécurité ont beaucoup contribué à cette hausse vertigineuse compte tenu du contexte sécuritaire. A contrario, les emplois stables sont en baisse de 43,8% par rapport à 2017 passant de 27 215 emplois à 15 287 en 2018.



Dans les ONG's, les emplois sont en hausse de 44,6%, passant de 202 en 2017 à 292 en 2018.

Au niveau de l'administration publique, le nombre d'emplois créés est passé de 19 056 en 2017 à 11 228 en 2018, soit une baisse de 41,1%. Cette baisse s'explique par la réduction des effectifs recrutés par concours directs ou sur mesures nouvelles.

Les emplois dans les projets et programmes ont connu une baisse de 52,8% passant de 39 180 en 2017 à 18 433 en 2018.

Le tableau ci-dessous présente les emplois créés par secteur institutionnel en 2016, 2017 et 2018.

**Tableau 3:** Evolution des emplois créés sur la période 2016-2018

Secteurs Institutionnels	2016	2017	2018	Evolution 2017/2018 (en %)
<b>Administration Publique<sup>a</sup></b>	<b>20 870</b>	<b>19 056</b>	<b>11 228</b>	<b>-41,1</b>
<b>ONG<sup>b</sup></b>	<b>269</b>	<b>202</b>	<b>292</b>	<b>44,6</b>
<b>Privé formel dont<sup>c</sup></b>	<b>32 095</b>	<b>49 097</b>	<b>71 223</b>	<b>45,1</b>
CDD	14 780	19 681	6 945	-64,7
CDI	4 443	7 534	5 634	-25,2
Verbal	-	-	2 708	
Temporaire	12 872	21 882	55 937	155,6
<b>Projets/programmes dont<sup>d</sup></b>	<b>22 866</b>	<b>39 180</b>	<b>18 433</b>	<b>-53</b>
Contractuels	367	313	526	68
Emplois directs	22 499	38 867	17 907	-54
<b>Ensemble (a+b+c+d)</b>	<b>76 100</b>	<b>107 535</b>	<b>101 176</b>	<b>-5,9</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

## 1.2. SITUATION GENERALE DE CRÉATIONS D'EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL NON AGRICOLE EN 2018

L'économie des pays africains est qualifiée de duale. En d'autres termes à côté du secteur moderne se développe un secteur informel. Ce dernier est le principal pourvoyeur d'emplois dans les pays sous-développés, en l'occurrence au Burkina Faso. Le suivi idéal de l'évolution de l'emploi requiert normalement une collecte d'information auprès des deux secteurs de l'économie et aussi dans les ménages (notamment les emplois informels exercés dans les ménages).

Les ratios et proportions définis dans la méthodologie de l'enquête ont servi à l'estimation et à la répartition des emplois dans le secteur informel non agricole. Au total, il est estimé 1 527 074 emplois créés dans ce secteur (y compris les emplois temporaires).

Trois branches d'activités ont été définies à savoir « l'industrie et les bâtiments et travaux publics », « le commerce, hébergement et la restauration » et les autres services. Les emplois dans la branche « commerce, hébergement et restauration » sont majoritaires. En effet ils représentent 39,8% (607 828) de l'ensemble des emplois dans le secteur informel. La branche « industrie et BTP » recrute plus de 38,8% des actifs occupés.

Par ailleurs, les femmes actives occupées dans ce secteur sont majoritaires soit 50,2% (766 664) contre 49,8% (760 410) d'hommes.

**Tableau 4 :** Nombre d'emplois dans le secteur informel non agricole selon la branche d'activité en 2018

Branche d'activités	Effectif	Proportion
Industries et BTP	592 306	38,8
Commerce, hébergement et restauration	607 828	39,8
Autres services	326 940	21,4
<b>Ensemble</b>	<b>1 527 074</b>	<b>100,0</b>

**Tableau 5:** Nombre d'emplois dans le secteur informel non agricole selon le sexe en 2018

Sexe	Effectif	Proportion (%)
Masculin	760 410	49,8%
Féminin	766 664	50,2%
<b>Ensemble</b>	<b>1 527 074</b>	<b>100,0%</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

**CHAPITRE 2 : ANALYSE DE LA MAIN D'ŒUVRE DANS LES PROJETS ET PROGRAMMES**

Ce chapitre traite du statut, de la catégorisation, des secteurs d'intervention<sup>4</sup> et de la durée d'exécution des projets et programmes. Aussi, il aborde la situation du personnel intervenant dans ces projets et programmes.

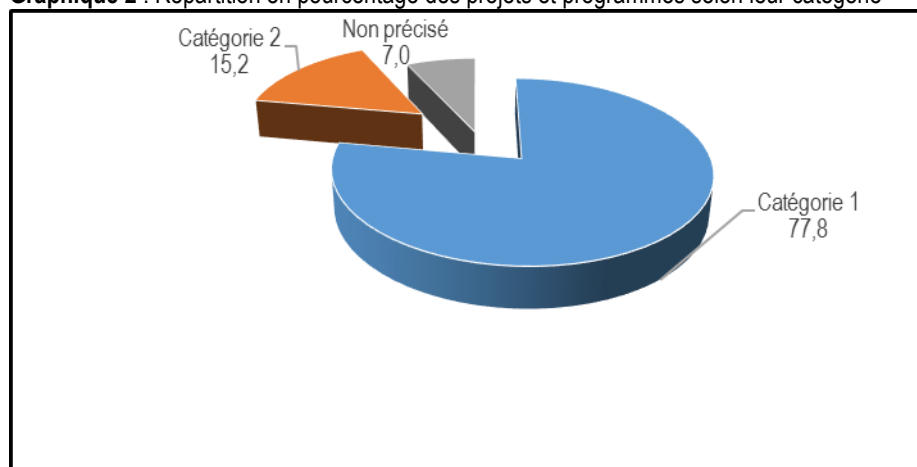
## 2.1. Statuts et catégories des projets et programmes

La réglementation générale<sup>5</sup> des projets et programmes exécutés au Burkina Faso attribue le statut de projet ou de programme dans la mise en œuvre de certaines actions d'investissement public ou de coopération technique, exécutées pendant une période déterminée, sur tout ou une partie du territoire national. Par ailleurs, ces projets et programmes de développement sont classés en deux (02) catégories ainsi définies selon leur mode de gestion :

- les projets/programmes de développement de **Catégorie 1** : ils sont exécutés directement par l'Administration publique y compris les collectivités territoriales, les sociétés d'Etat, les sociétés d'économie mixte et les établissements publics de l'Etat. Ces projets/programmes sont placés sous la coordination du responsable du programme budgétaire de rattachement.
- les programmes/projets de développement de **Catégorie 2** : ils sont mis en œuvre par des agences d'exécution sur la base de contrats avec l'Etat.

Au total, 158 projets et programmes ont été enquêtés. Selon les résultats de l'enquête, il y a une prépondérance des projets/programmes de catégorie 1, soit près de 77,8% contre 15,2% pour la catégorie 2. Cependant, environ 7% des projets et programmes n'ont pu être classés.

**Graphique 2** : Répartition en pourcentage des projets et programmes selon leur catégorie



Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

## 2.2. Secteur de planification des projets/programmes.

Sur les 14 secteurs de planification institués, les projets et programmes répertoriés en couvrent 13. Le secteur de la « Production agro-sylvo-pastorale » capitalise le plus grand nombre de projets et programmes, soit 25%. Les secteurs de « l'Environnement, eau et assainissement », des « infrastructures de transport, de communication et d'habitat » et de la « santé » abritent chacun entre 10% et 20% des projets et programmes mis en œuvre.

<sup>4</sup> Les secteurs d'intervention sont en rapport aux 14 secteurs de planification institués par le PNDES

<sup>5</sup> DECRET N° 2018- 0092 /PRES/PM/MINEFID portant réglementation générale des projets et programmes de développement approuvés par l'Etat et exécutés au Burkina Faso

Le reste des secteurs de planification ont chacun moins de 6% des projets et programmes. Aucun projet ou programme concernant le secteur « Défense et sécurité » n'a pu être enquêté.

**Tableau 6:** Répartition du nombre des projets et programmes enquêtés selon le secteur d'intervention

Secteur de planification	Effectifs	Pourcentage
Production agro-sylvo-pastorale	40	25,3
Transformations industrielles et artisanales	8	5,1
Infrastructures de transport, de communication et d'habitat	23	14,6
Commerce et services marchands	5	3,2
Gouvernance économique	6	3,8
Gouvernance administrative et locale	6	3,8
Education et formation	8	5,1
Santé	17	10,8
Environnement, eau et assainissement	31	19,6
Culture, sports et loisirs	2	1,3
Travail, emploi et protection sociale	8	5,1
Justice et droits humains	2	1,3
Recherche et innovation	2	1,3
<b>Ensemble</b>	<b>158</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

### 2.3. Durée d'exécution des projets et programmes

La majorité des projets et programmes enquêtés ont une durée de mise en œuvre de 5 ans, soit 46,7%. Ceux de moins de 5 ans représentent 30,7%.

Des disparités existent dans la durée de mise en œuvre des projets et programmes selon les secteurs de planification. En effet, ils ont une durée de vie de 6 ans et plus dans le secteur de la « justice et droits humains », et une durée de 5 ans dans les secteurs de la « Recherche et innovation », et de la « Culture, sports et loisirs ». Dans les autres secteurs d'intervention, la majeure partie des projets et programmes ont une durée de mise en œuvre comprise entre 1 et 5 ans.

**Tableau 7 :** Répartition des projets et programmes enquêtés selon leur durée de vie (en %)

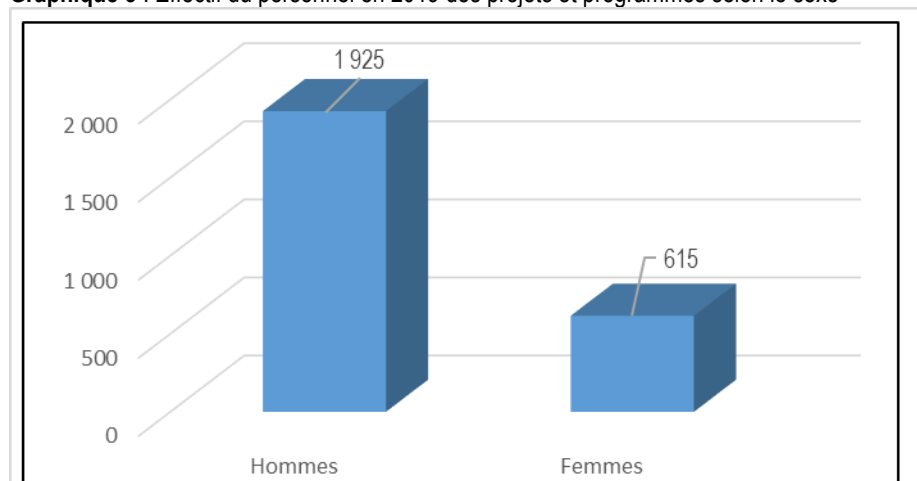
Secteur d'intervention	1 à 4 ans	5 ans	6 ans et plus	Ensemble
Production agro-sylvo-pastorale	18,9	54,1	27,0	100,0
Transformations industrielles et	37,5	37,5	25,0	100,0
Infrastructures de transport, de communication et d'habitat	45,0	45,0	10,0	100,0
Commerce et services marchands	20,0	60,0	20,0	100,0
Gouvernance économique	25,0	75,0	0	100,0
Gouvernance administrative et locale	50,0	0	50,0	100,0
Education et formation	75,0	25,0	0	100,0
Santé	23,1	30,8	46,2	100,0
Environnement, eau et assainissement	29,6	48,1	22,2	100,0
Culture, sports et loisirs	0	100,0	0	100,0
Travail, emploi et protection sociale	37,5	50,0	12,5	100,0
Justice et droits humains	0	0	100,0	100,0
Recherche et innovation	0	100,0	0	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>30,7</b>	<b>46,7</b>	<b>22,6</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

## 2.4. Caractéristique du personnel des unités de gestion des projets et programmes

L'effectif du personnel des unités de gestion des projets et programmes enquêtés s'élève à 2 540. Le nombre du personnel de sexe féminin (24,2%) est inférieur à celui des hommes.

**Graphique 3** : Effectif du personnel en 2019 des projets et programmes selon le sexe



Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

## 2.5. Répartition du personnel selon le sexe dans les catégories des projets et programmes

Les projets et programmes de catégorie 1 comptent 76,6% des personnels recrutés pour le compte des unités de gestion contre 17,0% pour la catégorie 2. Les projets et programmes non classés enregistrent 6,4%.

Quelle que soit la catégorie, les femmes sont moins représentées que les hommes. En effet, leur proportion est respectivement de 22,4% et 26,8% dans les projets et programmes de catégorie 1 et 2.

**Tableau 8** : Répartition du personnel des unités de gestion selon la catégorie des projets et des programmes et le sexe

Catégorie	Homme		Femme		Ensemble	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Catégorie 1	1 510	78,4	435	70,7	1 945	76,6
Catégorie 2	317	16,5	116	18,9	433	17,0
Non précisé	98	5,1	64	10,4	162	6,4
<b>Ensemble</b>	<b>1 925</b>	<b>100,0</b>	<b>615</b>	<b>100,0</b>	<b>2 540</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

## 2.6. Situation du personnel dans les projets et programmes en 2019

L'effectif du personnel recruté dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes enquêtés s'élève à 3 650 personnes. En dehors du personnel non classé qui représente 47,4% de l'ensemble du personnel, les fonctionnaires (détachés ou mis à disposition) sont les plus nombreux avec une proportion de 22,3%, suivis des contractuels 14,4%. Par ailleurs, les stagiaires ou les volontaires, les consultants nationaux et internationaux représentent respectivement 7,2% ; 6,4% et 2,3%.

Le personnel recruté est composé de 83,0% d'hommes et de 17,0% de femmes. En dehors du personnel non classé, les femmes contractuelles (40,9%) sont plus nombreuses parmi les femmes

recrutées. Quant au personnel de sexe masculin, il est plus important dans la catégorie des fonctionnaires (45,7%).

**Tableau 9** : Situation du personnel dans les projets et programmes en 2019 selon le type et le sexe

Type de personnel	Homme		Femme		Ensemble	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Fonctionnaires (détachés ou mis à disposition)	710	23,4	105	16,9	815	22,3
Contractuels du projet/programme	377	12,4	149	24,0	526	14,4
Stagiaires/volontaires	175	5,8	87	14,0	262	7,2
Consultants nationaux	221	7,3	11	1,8	232	6,4
Consultants internationaux	72	2,4	12	1,9	84	2,3
Autres	1474	48,7	257	41,4	1731	47,4
<b>Ensemble</b>	<b>3 029</b>	<b>100,0</b>	<b>621</b>	<b>100,0</b>	<b>3 650</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

**CHAPITRE 3 : CARACTERISTIQUES DES EMPLOIS CRÉÉS PAR LES PROJETS ET PROGRAMMES**



Ce chapitre traite des caractéristiques des emplois créés par les projets et programmes en 2018. Aussi, il traite des caractéristiques des bénéficiaires des projets et programmes et les auto emplois directs créés par ces projets et programmes.

### 3.1. Contractuels recrutés selon le sexe

En 2018, les nouveaux emplois créés par les projets et programmes s'élèvent à 526 contre 313 en 2017, soit une hausse de 68,1%. Les hommes représentent 71,7% contre 28,3% de femmes. Les mêmes tendances ont été observées en 2017 avec 74,1% des emplois occupés par des hommes contre 25,9% par des femmes.

**Tableau 10** : Effectif des contractuels recrutés dans les projets et programmes selon le sexe en 2018

Sexe	Effectif	Pourcentage
Hommes	377	71,7
Femmes	149	28,3
<b>Ensemble</b>	<b>526</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

### 3.2. Contractuels recrutés selon la catégorie du projet/programme

Les projets et programmes de la catégorie 1 ont recruté 82,5% de l'effectif total et 10,5% pour ceux de la catégorie 2. Quant aux projets et programmes dont la catégorie n'est pas précisée, l'effectif des contractuels recrutés représente 7,0%. La répartition des femmes dans les catégories 1 et 2 est respectivement de 27,2% et 34,5%. La proportion des femmes recrutées dans les projets et programmes dont la catégorie n'est pas précisée est de 32,4%.

**Tableau 11**: Répartition des contractuels recrutés selon le sexe et la catégorie des projets/programmes en 2018

Catégorie	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Catégorie 1	316	83,8	118	79,2	434	82,5
Catégorie 2	36	9,5	19	12,8	55	10,5
Non précisé	25	6,6	12	8,1	37	7,0
<b>Ensemble</b>	<b>377</b>	<b>100,0</b>	<b>149</b>	<b>100,0</b>	<b>526</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

### 3.3. Contractuels des projets et programmes selon le secteur d'intervention

Les projets et programmes intervenant dans le secteur « Production agro-sylvo-pastorale » ont créés plus d'emplois par rapport aux autres, soit 36,9%. Ensuite viennent ceux intervenant dans les secteurs « Environnement, eau et assainissement » et « Commerce et services marchands » avec respectivement 17,3% et 13,3%. Les projets et programmes intervenant dans les secteurs « Transformations industrielles et artisanales », « Infrastructures de transport, de communication et d'habitat » et « Santé » ont généré peu d'emplois en 2018 avec moins de 3% chacun.

**Tableau 12**: Effectif des contractuels recrutés dans les projets/programmes selon le secteur d'intervention et le sexe en 2018

Secteur d'intervention du projet/programme	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Production agro-sylvo-pastorale	136	36,1	58	38,9	194	36,9
Transformations industrielles et artisanales	3	0,8	0	0,0	3	0,6
Infrastructures de transport, de communication et	10	2,7	3	2,0	13	2,5
Commerce et services marchands	48	12,7	22	14,8	70	13,3
Gouvernance économique	24	6,4	12	8,1	36	6,8
Gouvernance administrative et locale	25	6,6	14	9,4	39	7,4
Education et formation	20	5,3	2	1,3	22	4,2
Santé	9	2,4	6	4,0	15	2,9
Environnement, eau et assainissement	64	17,0	27	18,1	91	17,3
Travail, emploi et protection sociale	15	4,0	5	3,4	20	3,8
Recherche et innovation	23	6,1	0	0,0	23	4,4
<b>Ensemble</b>	<b>377</b>	<b>100,0</b>	<b>149</b>	<b>100,0</b>	<b>526</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

Les recrutements des projets et programmes de catégorie 1 dans les secteurs de la « production agro-sylvo-pastorale » (40,1%), du « commerce et services marchands » (16,1%) et de « l'environnement, eau et assainissement » (15,9%) ont été accentués.

Cependant, ceux de la catégorie 2 ont généré plus d'emplois dans les secteurs de la « gouvernance administrative et locale » (54,5%) et de la « production agro-sylvo-pastorale » (32,7%).

Quant aux projets et programmes dont la catégorie n'est pas précisée, le secteur « environnement, eau et assainissement » a été le plus grand pourvoyeur d'emplois (48,6%).

**Tableau 13:** Effectif des contractuels recrutés dans les projets/programmes selon le secteur d'intervention et la catégorie en 2018

Secteur d'intervention	Catégorie 1		Catégorie 2		Non précisée		Ensemble	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Production agro-sylvo-pastorale	174	40,1	18	32,7	2	5,4	194	36,9
Transformations industrielles et artisanales	3	0,7	0	0,0	0	0,0	3	0,6
Infrastructures de transport, de communication et d'habitat	12	2,8	1	1,8	0	0,0	13	2,5
Commerce et services	70	16,1	0	0,0	0	0,0	70	13,3
Gouvernance économique	30	6,9	0	0,0	6	16,2	36	6,8
Gouvernance administrative et locale	0	0,0	30	54,5	9	24,3	39	7,4
Éducation et formation	22	5,1	0	0,0	0	0,0	22	4,2
Santé	13	3,0	0	0,0	2	5,4	15	2,9
Environnement, eau et	69	15,9	4	7,3	18	48,6	91	17,3
Culture, sports et loisirs	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Travail, emploi et protection	18	4,1	2	3,6	0	0,0	20	3,8
Recherche et innovation	23	5,3	0	0,0	0	0,0	23	4,4
<b>Ensemble</b>	<b>434</b>	<b>100,0</b>	<b>55</b>	<b>100,0</b>	<b>37</b>	<b>100,0</b>	<b>526</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

### 3.4. Contractuels des projets et programmes selon le niveau d'instruction

Les projets et programmes recrutent davantage des employés qui ont un niveau d'instruction supérieur ou secondaire, soient respectivement 45,8% et 19,0%. La proportion des contractuels titulaires d'un permis de conduire représente 16,7% de l'effectif total. Les contractuels sans niveau et ceux ayant un niveau primaire représentent respectivement 7,0% et 7,2%. Les diplômés de l'enseignement technique et professionnel, représentent 4,2%.

En général, les hommes recrutés dans chaque niveau d'instruction sont plus nombreux que les femmes, à l'exception des diplômés de l'enseignement technique et professionnel avec 63,6% de femmes contre 36,4% d'hommes.

**Tableau 14 :** Répartition des contractuels recrutés en 2018 par niveau d'instruction et le sexe

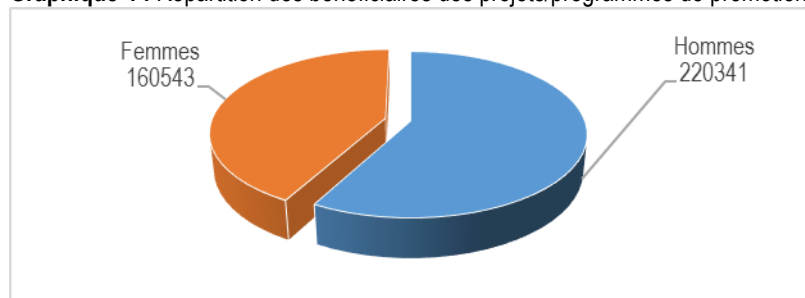
Niveau d'instruction	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombr	%	Nombre	%	Nomb	%
Aucun	27	7,2	10	6,7	37	7,0
Permis de conduire	86	22,8	2	1,3	88	16,7
Primaire	36	9,5	2	1,3	38	7,2
Diplôme de l'enseignement	8	2,1	14	9,4	22	4,2
Secondaire	71	18,8	29	19,5	100	19,0
Supérieur	149	39,5	92	61,7	241	45,8
<b>Ensemble</b>	<b>377</b>	<b>100,0</b>	<b>149</b>	<b>100,0</b>	<b>526</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

### 3.5. Caractéristiques des bénéficiaires des projets et programmes d'emplois

Le nombre de bénéficiaires des projets et programmes de promotion de l'emploi est de 380 884, soit 57,8% d'hommes et 42,2% de femmes.

**Graphique 4 :** Répartition des bénéficiaires des projets/programmes de promotion de l'emploi selon le sexe

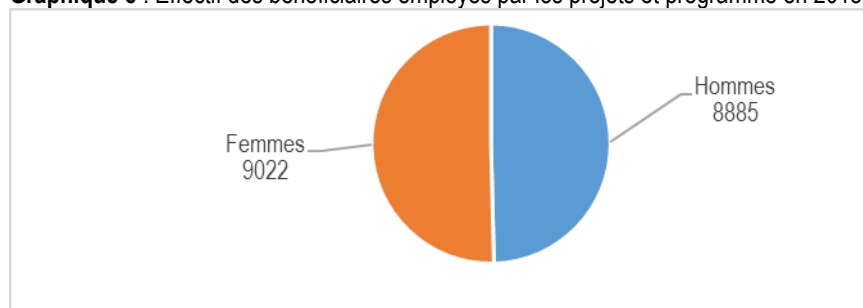


Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

### 3.6. Les bénéficiaires insérés comme salariés par les projets et programmes d'emplois

Un effectif de 17 907 bénéficiaires a été inséré comme employés dans les projets et programmes, soit 49,6% d'hommes et 50,4% de femmes.

**Graphique 5 :** Effectif des bénéficiaires employés par les projets et programme en 2018 selon le sexe



Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

Près de 7 bénéficiaires sur 10 sont insérés dans l'emploi par les projets et programmes de la catégorie 2 contre 32,3 % pour la catégorie 1.

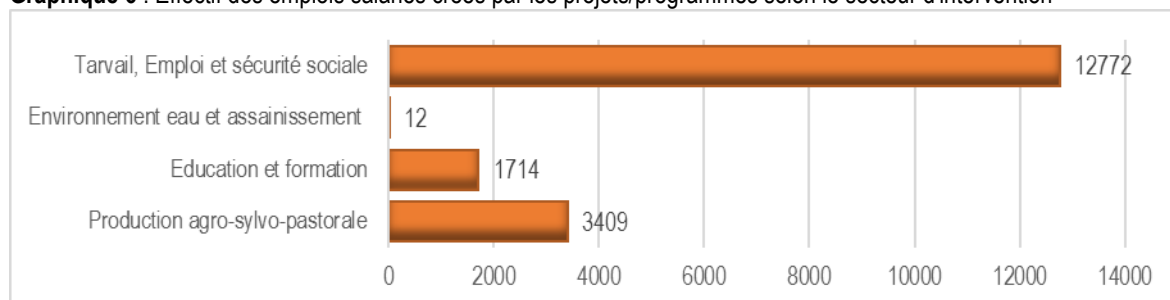
**Tableau 15 :** Effectif des bénéficiaires salariés créés par les projets/programmes selon la catégorie en 2018

Catégorie	Employés	Pourcentage
Catégorie 1	5 778	32,3
Catégorie 2	12 129	67,7
<b>Ensemble</b>	<b>17 907</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

Les projets et programmes du secteur « travail, emploi et protection sociale » ont contribué à 71,3% des emplois créés. Les contributions des secteurs « production agro-sylvo-pastorale », « éducation et formation » et « environnement, eau et assainissement » sont respectivement de 19,0%, 9,6% et 0,1%. Le nombre d'emplois salariés créés a connu une baisse de 53,9% par rapport à celui de 2017 qui est de l'ordre de 38 867 emplois. Le graphique ci-dessous fait ressortir les effectifs des emplois directs créés selon les secteurs d'interventions des projets/programmes d'insertion.

**Graphique 6 :** Effectif des emplois salariés créés par les projets/programmes selon le secteur d'intervention

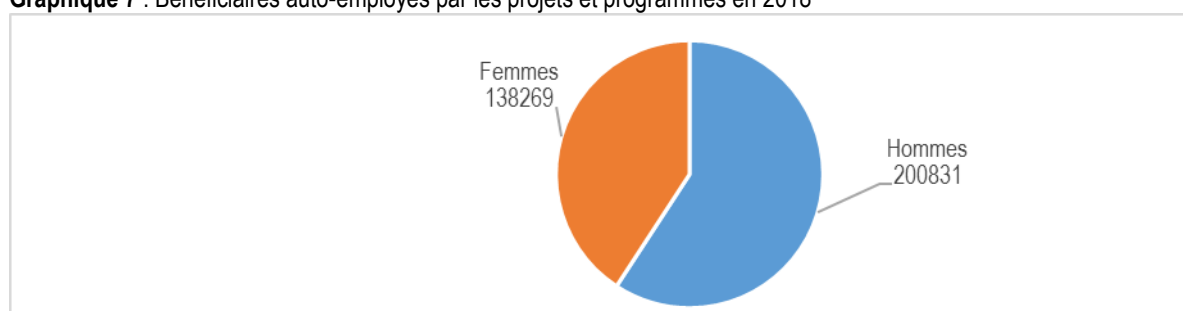


Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

### 3.7. Auto-emplois directs créés par les projets et programmes selon le sexe

Les projets et programmes d'insertion ont permis de créer 339 100 auto-emplois dont 40,8% de femmes.

**Graphique 7 :** Bénéficiaires auto-employés par les projets et programmes en 2018



Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels.

### 3.8. Auto-emplois directs créés par les projets et programmes selon le secteur d'intervention

Les projets et programmes du secteur « production agro-sylvo-pastorale » ont contribué à générer 334 453 auto-emplois, soit 98,6% du total des auto emplois. Ceux intervenant dans les secteurs « travail emploi et protection sociale », « environnement eau et assainissement » et « transformation industrielle et artisanale » enregistrent chacun moins de 1%.

**Tableau 16:** Effectif des auto-emplois créés par les projets et programmes selon le secteur d'intervention

Secteur d'intervention	Effectifs des auto-emplois directs	Proportion (%)
Production agro-sylvo-pastorale	334 453	98,6
Transformations industrielles et artisanales	166	0,0
Education et formation	40	0,0
Environnement, eau et assainissement	1 088	0,3
Travail, emploi et protection sociale	3 353	1,0
<b>Ensemble</b>	<b>339 100</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

**CHAPITRE 4 : ANALYSE DE LA MAIN D'OEUVRE AUPRES DES  
ENTREPRISES FORMELLES**

Ce chapitre traite des caractéristiques des entreprises selon la branche d'activités et les emplois créés par les entreprises du secteur formel en 2018. Aussi, il traite des mouvements de personnel en 2018 et les perspectives de recrutements au cours des douze (12) prochains mois.

#### 4.1. Situation du personnel des entreprises privées formelles non agricoles en 2019

En 2019, le personnel dans les entreprises privées formelles est constitué 92,8% de salariés et 7,2% d'indépendants. Le personnel salarié comprend 67,6% de travailleurs permanents et 25,2% de temporaires. Cette situation traduit une relative stabilité des emplois créés par les entreprises formelles. Cependant, le personnel féminin représente seulement 19,4% contre 80,6% d'hommes.

**Tableau 17:** Situation du personnel des entreprises en 2019 selon le statut et le sexe

Statut	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion (%)
Personnel indépendant	10 092	2 184	12 276	7,2
Personnel salarié permanent	93 936	21 555	115 491	67,6
Personnel salarié temporaire	33 578	9 377	42 955	25,2
<b>Ensemble</b>	<b>137 606</b>	<b>33 116</b>	<b>170 722</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

Les ouvriers qualifiés sont majoritairement recrutés, soit 63,5%. Les cadres moyens et les manœuvres représentent respectivement 16,3% et 12,3% et les cadres supérieurs 8,0%.

Parmi les salariés permanents, 18,7% sont des femmes. Elles sont plus recrutées dans les catégories « employés/ouvriers qualifiés » (48,3%) et « cadres moyens, agents de maîtrise » (29,8%).

**Tableau 18:** Situation du personnel salarié permanent des entreprises en 2019 selon la catégorie socio-professionnelle et le sexe

Catégorie socio-professionnelle	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion (%)
Cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés	7 183	2 015	9 199	8,0
Cadres moyens, agents de maîtrise	12 399	6 413	18 813	16,3
Employés/ouvriers qualifiés	62 899	10 408	73 307	63,5
Manœuvres/ouvriers non qualifiés	11 454	2 718	14 173	12,3
<b>Ensemble</b>	<b>93 936</b>	<b>21 555</b>	<b>115 491</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel.

Les emplois dans les branches d'activités de « services de soutien et de bureau » et les activités de « fabrication » sont plus nombreux avec respectivement 27,0% et 18,7%. Les branches « commerce de détail » et « construction » suivent avec respectivement 9,1% et 9,0%. Les autres branches d'activités occupent chacune moins de 8,0% des emplois occupés.

Les emplois dans la branche « services de soutien et de bureau » ont principalement concerné la catégorie des employés/ouvriers qualifiés (79,5%), tandis que ceux de la branche « fabrication » sont constitués majoritairement de « personnel salarié temporaire », soit 61,3%.

**Tableau 19:** Situation du personnel des entreprises selon la branche d'activité en 2019 et selon le statut

Activité principale	Personnel indépendant	Cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés	Cadres moyens, agents de maîtrise	Employés/ouvriers qualifiés	Manœuvres/ouvriers qualifiés	Personnel salarié temporaire	Ensemble	Proportion (%)
Activités extractives	264	476	409	1 471	273	1 802	4 695	2,8
Activités de fabrication	597	846	2 573	5 426	2 935	19 571	31 948	18,7
Construction	2 137	1 111	1 854	4 696	1 690	3 891	15 378	9,0
Commerce de gros	444	242	471	1 630	859	1 252	4 899	2,9
Commerce de détail	2 487	1 088	1 789	6 656	1 581	1 851	15 452	9,1
Transports et entreposage	584	473	2 156	6 027	1 512	659	11 412	6,7
Hébergement et restauration	513	146	591	1 672	979	1 116	5 016	2,9
Information et communication	157	591	1 782	1 153	67	1 154	4 903	2,9
Activités financières, assurances et immobilier	276	820	1 143	2 393	321	264	5 217	3,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 262	1 494	1 648	1 342	765	2 606	10 116	5,9
Activités de services, de soutien et de bureau	1 215	600	1 447	36 625	2 063	4 105	46 055	27,0
Enseignement	713	430	1 578	1 274	383	2 544	6 922	4,1
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	466	244	452	910	622	901	3 596	2,1
Energie	161	639	920	2 030	123	1 240	5 113	3,0
<b>Ensemble</b>	<b>12 276</b>	<b>9 199</b>	<b>18 813</b>	<b>73 307</b>	<b>14 173</b>	<b>42 955</b>	<b>170 722</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

En 2019, les entreprises du secteur privé disposent de plus de personnel avec 88,4% des emplois occupés. Le secteur parapublic suit de loin avec 6,8% des emplois occupés. Quant aux entreprises du secteur public et les entreprises œuvrant dans le social, elles sont très faiblement créatrices d'emplois avec respectivement 4,0% et 1,0%.

**Tableau 20:** Situation du personnel des entreprises selon le statut de l'entreprise en 2019

Statut de l'entreprise	Personnel indépendant	Cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés	Cadres moyen, agents de maîtrise	Employés/Ouvriers qualifiés	Manœuvres/ouvriers qualifiés	Personnel Salarié temporaire	Ensemble	Proportion (%)
Publique	104	803	1190	2 485	143	1 744	6 468	3,8
Para Publique	54	682	2 053	2 825	1 191	4 862	11 667	6,8
Privé	12 010	7512	15 371	67 433	12 690	35 941	150 957	88,4
Entreprise	108	202	199	564	148	408	1 629	1,0
<b>Ensemble</b>	<b>12 276</b>	<b>9 199</b>	<b>18 813</b>	<b>73 307</b>	<b>14 173</b>	<b>42 955</b>	<b>170 722</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

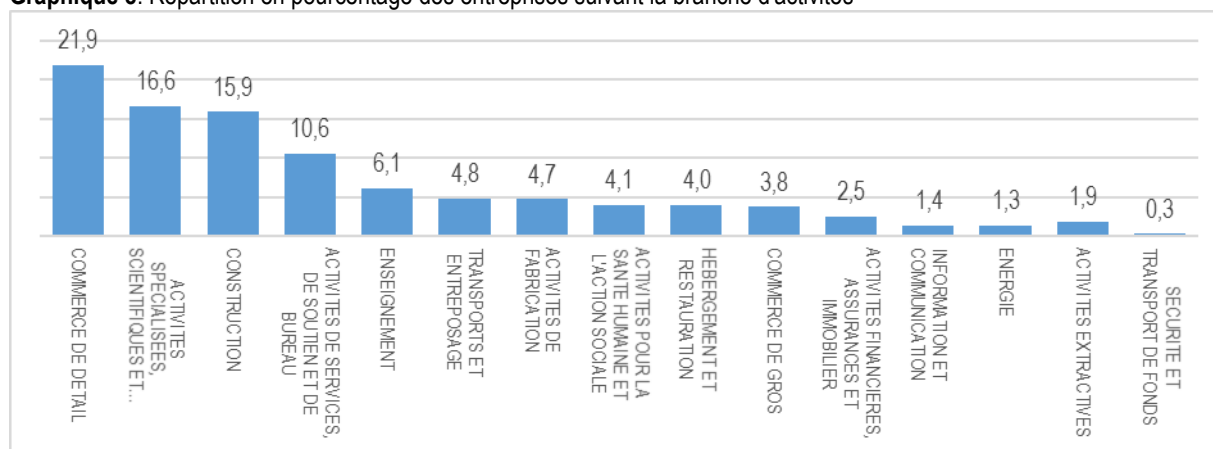
## 4.2. Caractéristiques des entreprises selon la branche d'activités

Conformément à la Nomenclature des activités des États membres d'AFRISTAT (NAEMA), les entreprises ont été classées dans quatorze (14) branches d'activités que sont : l'extraction ; la fabrication ; la construction ; le commerce de gros ; le commerce de détail ; le transports et entreposage ; l'hébergement et restauration ; l'information et la communication ; les activités financières, assurances et immobilier ; les activités spécialisées, scientifiques et techniques ; les activités de services, de soutien et de bureau ; l'enseignement ; les activités pour la santé humaine et l'action sociale et l'Energie.

Quatre branches d'activités sur les 14 répertoriées enregistrent chacune plus de 10% de l'ensemble des entreprises. Il s'agit de : commerce de détail (21,9%), activités spécialisées, scientifiques et techniques (16,6%), construction (15,9%), activités de services, de soutien et de bureau (10,9%). Excepté

l'enseignement qui enregistre 6,1% des entreprises, toutes les autres branches d'activités ont chacune moins de 5%.

**Graphique 8 :** Répartition en pourcentage des entreprises suivant la branche d'activités



Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

### 4.3. Caractéristiques des emplois créés par les entreprises du secteur formel

#### 4.3.1. Emplois créés selon la catégorie socio-professionnelle

Les emplois créés en 2018 peuvent être regroupés en deux catégories : les emplois salariés permanents et les emplois salariés temporaires.

Globalement, les entreprises du secteur formel ont créé 71 223 emplois en 2018 contre 49 097 emplois en 2017, soit une hausse de 45,1%. Cette masse d'emplois créés en 2018 est constituée de 79,7% d'hommes contre 20,3% de femmes. Les emplois salariés permanents représentent 21,5% contre 78,5% d'emplois temporaires. Le taux élevé d'emplois temporaires traduit une précarité de l'emploi. Par ailleurs, les employés/ouvriers qualifiés représentent 52,3% des emplois permanents créés tandis que les manœuvres/ouvriers non qualifiés et les cadres moyens et agents de maîtrise représentent respectivement 21,2% et 17,6%. Quant aux cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés, ils représentent 8,8%.

**Tableau 21:** Nombre de nouveaux emplois créés selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe en 2018

Statut/catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion
Personnel salarié permanent	11 679	3 607	15 286	21,5
Cadres supérieurs, ingénieurs et	1 029	320	1 349	1,9
Cadres moyens, agents de maîtrise	1 770	922	2 692	3,8
Employés/Ouvriers qualifiés	6 278	1 720	7 998	11,2
Manœuvres/ouvriers non qualifiés	2 602	645	3 247	4,6
Personnel salarié temporaire	45 120	10 817	55 937	78,5
<b>Ensemble</b>	<b>56 799</b>	<b>14 424</b>	<b>71 223</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

#### 4.3.2. Emplois créés selon la branche d'activités des entreprises

Les entreprises relevant de la branche d'activités « fabrication » ont créé 19 223 emplois en 2018, soit 27,0%. Les branches d'activités « construction » et « activités de services, de soutien et de bureau » suivent respectivement avec 21,4% et 17,6%. Les autres branches enregistrent chacune moins de 10% des emplois créés.



Dans la branche « activités extractives », les hommes occupent 96,7% des emplois contre 3,3% pour les femmes. Il y a lieu d'encourager l'insertion des femmes dans cette branche d'activités.

Les branches d'activités « santé humaine et action sociale », « information et communication », « hébergement et restauration » et « transport et entreposage » sont les branches qui ont créé le moins d'emplois en 2018. Elles totalisent chacune moins de 3% des emplois créés.

**Tableau 22** : Nombre d'emplois salariés créés selon la branche d'activités et le sexe en 2018

Branche d'activités	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion
Activités extractives	2 365	80	2 445	3,4
Activités de fabrication	13 451	5 772	19 223	27,0
Construction	14 227	1 031	15 259	21,4
Commerce de gros	1 030	911	1 941	2,7
Commerce de détail	2 708	1 355	4 063	5,7
Transports et entreposage	1 345	316	1 660	2,3
Hébergement et restauration	984	568	1 552	2,2
Information et communication	373	131	504	0,7
Activités financière, assurances et immobilier	2 102	868	2 969	4,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 510	900	4 410	6,2
Activités de services, de soutien et de bureau	11 341	1 223	12 564	17,6
Enseignement	1 480	345	1 825	2,6
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	418	456	874	1,2
Energie	1 466	468	1 934	2,7
<b>Ensemble</b>	<b>56 799</b>	<b>14 424</b>	<b>71 223</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

En 2018, les entreprises formelles ont pourvu 15 286 emplois permanents. Dans ces emplois dits stables, les femmes représentent seulement 23,6% contre 76,4% pour les hommes.

La branche d'activités « services, de soutien et de bureau » a créé le plus d'emplois stables, soit 19,9% suivie des branches « construction » (17,3%), « fabrication » (11,5%) et « commerce de détails » (10,4%). Les autres branches enregistrent chacune moins de 10% des emplois créés.

**Tableau 23** : Nombre d'emplois salariés permanents créés selon la branche d'activités et le sexe en 2018

Branche d'activités	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion (%)
Activités extractives	812	65	877	5,7
Activités de fabrication	1 513	239	1 752	11,5
Construction	2 239	405	2 644	17,3
Commerce de gros	274	84	358	2,3
Commerce de détail	982	612	1 594	10,4
Transports et entreposage	1 060	277	1 338	8,8
Hébergement et restauration	198	211	409	2,7
Information et communication	135	82	217	1,4
Activités financières, assurances et immobilier	438	386	824	5,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	635	333	968	6,3
Activités de services, de soutien et de bureau	2 670	367	3 037	19,9
Enseignement	193	92	286	1,9
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	282	363	645	4,2
Energie	247	89	336	2,2
<b>Ensemble</b>	<b>11 679</b>	<b>3 607</b>	<b>15 286</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

En 2018, les entreprises ont pourvu 55 937 emplois temporaires constitués de 80,7% d'hommes et 19,3% de femmes.

La branche d'activités « fabrication » a été le principal pourvoyeur d'emplois temporaires (31,2%). Elle est suivie des branches « construction » et « activité de services, de soutien et de bureau » avec respectivement 22,6% et 17,0% des emplois temporaires pourvus en 2018. Les autres branches

d'activités enregistrent chacune moins de 5%, à l'exception de la branche « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (6,2%).

**Tableau 24** : Nombre d'emplois salariés temporaires créés selon la branche d'activités et le sexe en 2018

Branche d'activités	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion (%)
Activités extractives	1 553	15	1 568	2,8
Activités de fabrication	11 938	5 532	17 471	31,2
Construction	11 989	626	12 615	22,6
Commerce de gros	756	827	1 583	2,8
Commerce de détail	1 726	743	2 468	4,4
Transports et entreposage	284	38	323	0,6
Hébergement et restauration	786	357	1 142	2,0
Information et communication	238	49	287	0,5
Activités financières, assurances et immobilier	1 663	482	2 145	3,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 876	566	3 442	6,2
Activités de services, de soutien et de bureau	8 671	856	9 527	17,0
Enseignement	1 286	253	1 539	2,8
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	136	94	229	0,4
Energie	1 219	379	1 598	2,9
<b>Ensemble</b>	<b>45 120</b>	<b>10 817</b>	<b>55 937</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

### 4.3.3. Emplois créés selon le statut des entreprises

Les entreprises privées formelles ont pourvu 69 113 emplois en 2018, soit 97,0% de l'effectif total des emplois créés. Les autres entreprises ont pourvu chacune moins de 2% des emplois. Ces taux montrent la prédominance des entreprises privées dans la dynamique de création d'emplois. Toutefois, près de 80% des emplois créés par ces entreprises sont temporaires ou saisonniers.

L'offre d'emplois des cadres supérieurs est relativement faible quel que soit le statut de l'entreprise (1,9%). Quant aux employés/ouvriers qualifiés, ils représentent 11,2% des emplois créés en 2018.

**Tableau 25**: Nombre d'emplois créés en 2018 selon le statut et la catégorie socioprofessionnelle

Statut de l'entreprise	Publique	Para Publique	Privée	Entreprise Sociale	Ensemble	Proportion (%)
Cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés	33	28	1 257	31	1 349	1,9
Cadres moyens, agents de maîtrise	29	85	2 554	24	2 692	3,8
Employés/Ouvriers qualifiés	157	231	7 595	15	7 998	11,2
Manceuvres/ouvriers non qualifiés	2	36	3 189	20	3 247	4,6
Personnel salarié temporaire	993	406	54 518	20	55 937	78,5
<b>Ensemble</b>	<b>1 215</b>	<b>785</b>	<b>69 113</b>	<b>110</b>	<b>71 223</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

Dans les entreprises privées, les branches « fabrication », « construction » et « services de soutien et de bureau » sont les principales pourvoyeuses d'emplois. Ces branches cumulent 46 626 emplois en 2018, soit 67,5%. En outre, les entreprises publiques offrent plus d'emplois dans les branches « fabrication » et « énergie ». Ces emplois sont estimés à 1 186, soit 97,6% des emplois créés.

**Tableau 26:** Nombre d'emplois salariés créés en 2018 selon la branche d'activité et le statut de l'entreprise

Branche d'activités	Publique	Para publique	Privée	Entreprise sociale	Ensemble	Proportion (%)
Activités extractives	0	29	2 417	0	2 445	3,4
Activités de fabrication	211	120	18 892	0	19 223	27,0
Construction	14	18	15 227	0	15 259	21,4
Commerce de gros	0	97	1 844	0	1 941	2,7
Commerce de détail	0	0	4 063	0	4 063	5,7
Transports et entreposage	2	83	1 575	0	1 660	2,3
Hébergement et restauration	0	136	1 416	0	1 552	2,2
Information et communication	0	4	500	0	504	0,7
Activités financières, assurances et immobilier	5	4	2 954	6	2 969	4,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0	294	4 116	0	4 410	6,2
Activités de services, de soutien et de bureau	7	1	12 507	48	12 564	17,6
Enseignement	0	0	1 805	20	1 825	2,6
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0	0	838	36	874	1,2
Energie	975	0	959	0	1 934	2,7
<b>Ensemble</b>	<b>1215</b>	<b>785</b>	<b>69 113</b>	<b>110</b>	<b>71 223</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

En ce qui concerne les branches d'activités, plus d'emplois ont été créés dans les branches « services de soutien et de bureau » (19,9% du total des emplois créés), « construction » (17,3%), « fabrication » (11,5%) et « commerce de détail » (10,4%). Les autres branches ont contribué chacune à moins de 9% à la création d'emplois en 2018.

**Tableau 27 :** Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon la branche d'activités et le statut de l'entreprise

Branche d'activités	Publique	Para Publique	Privée	Entreprise Sociale	Ensemble	Proportion (%)
Activités extractives	0	29	849	0	877	5,7
Activités de fabrication	83	120	1 549	0	1 752	11,5
Construction	0	18	2 626	0	2 644	17,3
Commerce de gros	0	10	348	0	358	2,3
Commerce de détail	0	0	1 594	0	1 594	10,4
Transports et entreposage	2	83	1 252	0	1 338	8,8
Hébergement et restauration	0	111	298	0	409	2,7
Information et communication	0	4	213	0	217	1,4
Activités financières, assurances et immobilier	5	4	809	6	824	5,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0	0	968	0	968	6,3
Activités de services de soutien et de bureau	7	1	2 981	48	3 037	19,9
Enseignement	0	0	286	0	286	1,9
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0	0	609	36	645	4,2
Energie	124	0	212	0	336	2,2
<b>Ensemble</b>	<b>222</b>	<b>380</b>	<b>14 594</b>	<b>90</b>	<b>15 286</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

La répartition des emplois temporaires créés selon la branche d'activités place la branche « fabrication » en tête avec 31,2%. La branche « construction » est la deuxième pourvoyeuse d'emplois avec 22,6% suivie de la branche « services de soutien et de bureau » avec 17,0%.

Quelle que soit la branche d'activités, les entreprises privées sont les principales pourvoyeuses d'emplois temporaires. Par contre, dans le secteur public, les entreprises de la branche « énergie » ont créé 85,7%

des emplois temporaires. Dans le secteur parapublic, les entreprises de la branche « activités spécialisées, scientifiques et techniques » ont enregistré la création de 72,4% des emplois.

**Tableau 28:** Nombre d'emplois salariés temporaires créés en 2018 selon la branche d'activités et le statut de l'entreprise

Branche d'activités	Publique	Para Publique	Privée	Entreprise Sociale	Ensemble	Proportion (%)
Activités extractives	0	0	1 568	0	1 568	2,8
Activités de fabrication	128	0	17 343	0	17 471	31,2
Construction	14	0	12 601	0	12 615	22,6
Commerce de gros	0	87	1 496	0	1 583	2,8
Commerce de détail	0	0	2 468	0	2 468	4,4
Transports et entreposage	0	0	323	0	323	0,6
Hébergement et restauration	0	25	1 118	0	1 142	2,0
Information et communication	0	0	287	0	287	0,5
Activités financières, assurances et immobilier	0	0	2 145	0	2 145	3,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0	294	3 148	0	3 442	6,2
Activités de services, de soutien et de bureau	0	0	9 527	0	9 527	17,0
Enseignement	0	0	1 519	20	1 539	2,8
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0	0	229	0	229	0,4
Energie	851	0	747	0	1 598	2,9
<b>Ensemble</b>	<b>993</b>	<b>406</b>	<b>54 518</b>	<b>20</b>	<b>55 937</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel.

Les entreprises sociales enregistrent la plus grande proportion de femmes dans les emplois permanents avec 52,2%. Cependant, sur un effectif de 3 607 femmes occupant des emplois permanents, 95,7% exercent dans les entreprises privées. De même, au titre des emplois temporaires, sur un effectif de 10 817 postes occupés par les femmes, 97,6% sont fournis par les entreprises privées.

**Tableau 29 :** Nombre d'emplois salariés créés en 2018 selon le statut de l'entreprise et le sexe

Statut de l'entreprise	Permanents				Temporaires			
	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion de femmes (%)	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion de femmes (%)
Publique	181	41	222	18,5	775	218	993	22,0
Para Publique	312	67	380	17,6	372	34	406	8,4
Privée	11 143	3 451	14 594	23,6	43 961	10 557	54 518	19,4
Entreprise Sociale	43	47	90	52,2	12	8	20	40,0
<b>Ensemble</b>	<b>11 679</b>	<b>3 607</b>	<b>15 286</b>	<b>23,6</b>	<b>45 120</b>	<b>10 817</b>	<b>55 937</b>	<b>19,3</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur forme.

#### 4.3.4 Emplois créés selon le type de contrat

Parmi les emplois permanents, 36,9% sont des contrats à durée indéterminée (CDI) tandis que 45,4% sont des contrats à durée déterminée (CDD). Les contrats de type verbal sont de l'ordre de 17,7%.

La répartition des emplois permanents par type de contrat montre que les femmes sont faiblement représentées avec 22,1% dans les CDI, 20,6% dans les CDD et 34,4% dans les contrats de type verbal.

**Tableau 30:** Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le type de contrat et le sexe

Type de contrat	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	Proportion(%)	Effectif	Proportion (%)	Effectif	Proportion (%)
CDI	4 390	77,9	1 244	22,1	5 634	36,9
CDD	5 513	79,4	1 431	20,6	6 944	45,4
VERBAL	1 776	65,6	932	34,4	2 708	17,7
<b>Ensemble</b>	<b>11 679</b>	<b>76,4</b>	<b>3 607</b>	<b>23,6</b>	<b>15 286</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans les secteurs formels

La branche « activités de services, de soutien et de bureau » enregistre le plus grand nombre de CDI, soit 26,3% du total de ce type de contrats. Par contre, la plupart des CDD et les contrats verbaux se retrouvent dans la branche « construction » à des taux respectifs de 19,0% et 19,5%.

Par ailleurs, moins de CDI ont été enregistrés en 2018 dans les branches « activités pour la santé humaine et l'action sociale » et « informations et communication », soit respectivement 1,0% et 1,1% des CDI conclus.

S'agissant des CDD, ils ont été faiblement conclus dans les branches « enseignement » et « commerce de gros » avec des proportions respectives de 1,1% et 1,2% en 2018.

**Tableau 31** : Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon la branche d'activités et le type de contrat

Branche d'activités	CDI (%)	CDD (%)	Contrats Verbaux (%)	Ensemble	
				Effectif	Proportion (%)
Activités extractives	2,0	10,4	1,5	877	5,7
Activités de fabrication	16,4	7,8	10,6	1751	11,5
Construction	14,2	19,0	19,5	2 644	17,3
Commerce de gros	1,8	1,2	6,5	358	2,3
Commerce de détail	9,8	9,1	15,2	1594	10,4
Transports et entreposage	8,5	10,5	4,7	1 338	8,8
Hébergement et restauration	3,5	1,4	4,2	409	2,7
Information et communication	1,1	2,2	0,0	217	1,4
Activités financières, assurances et immobilier	2,5	6,7	8,2	824	5,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6,2	7,3	4,0	968	6,3
Activités de services, de soutien et de bureau	26,3	18,3	10,5	3 037	19,9
Enseignement	2,8	1,1	1,9	286	1,9
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1,0	3,3	13,2	646	4,2
Energie	3,9	1,7	0,0	337	2,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	15 286	100,0
Effectif	5634	6945	2708		

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel.

En 2018, les entreprises privées ont pourvu 14 595 d'emplois, dont 46,2% de CDD et 35,2% de CDI. Les entreprises publiques, para publiques et sociales ont généré 692 postes d'emplois composés de 71,0% de CDI et 29,0% de CDD.

**Tableau 32** : Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le statut de l'entreprise, le type de contrat et le sexe

Statut de l'entreprise	CDI				CDD				Contrats verbaux			
	H	F	Ensemble	Proportion (%)	H	F	Ensemble	Proportion (%)	H	F	Ensemble	Proportion (%)
Publique	151	39	189	85,5	30	2	32	14,5	0	0	0	0,0
Para Publique	249	52	301	79,4	63	16	79	20,6	0	0	0	0,0
Privée	3 990	1 153	5 143	35,2	5377	1367	6744	46,2	1776	932	2708	18,6
Entreprise Sociale	0	0	0	0,0	43	46	89	100,0	0	0	0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>4 390</b>	<b>1 244</b>	<b>5 634</b>	<b>36,9</b>	<b>5 513</b>	<b>1 431</b>	<b>6 944</b>	<b>45,4</b>	<b>1 776</b>	<b>932</b>	<b>2 708</b>	<b>17,7</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel.

En fonction du niveau de recrutements, les entreprises publiques et privées n'ont requis aucun diplôme pour 25,1% des emplois pourvus. Par contre, parmi les diplômés requis lors des recrutements, le CEP et le BEPC ont été les plus sollicités respectivement pour 14,6% et 13,8%.

Le BAC et la licence occupent respectivement 9,7% et 8,6% des postes générés. Quant aux diplômes de niveau BAC+2 et le Permis de conduire, ils correspondent à des taux respectifs de 6,9% et de 6,0% des postes pourvus, tandis que les autres diplômes enregistrent chacun un taux inférieur à 4%.

Dans l'ensemble, 31,7% des recrutements effectués par les entreprises publiques, para publiques, privées et sociales ont requis un niveau supérieur ou égal au BAC. Les diplômes techniques et professionnels inférieurs au BAC (CAP, BEP, CQP, CQB et BQP) occupent une proportion de 8,5% des recrutements effectués. Les hommes demeurent majoritaires quel que soit le diplôme de recrutement avec une proportion globale de 76,4% contre 23,6% de femmes recrutées.

**Tableau 33** : Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et le sexe

Diplôme / Titre de qualification	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	Proportion (%)	Effectif	Proportion (%)	Effectif	Proportion (%)
Aucun diplôme	3 092	80,7	741	19,3	3 833	25,1
Permis de conduire	906	98,5	13	1,4	920	6,0
CEP	1 869	83,8	362	16,2	2 231	14,6
BEPC	1 499	71,3	605	28,8	2 103	13,8
CAP	184	40,7	268	59,3	452	3,0
BEP	456	81,6	103	18,4	559	3,7
CQP	39	62,9	22	35,5	62	0,4
CQB	30	100,0	0	0,0	30	0,2
BQP	187	95,4	9	4,6	196	1,3
BPT	22	81,5	5	18,5	27	0,2
BPTS	22	84,6	4	15,4	26	0,2
BAC	991	66,6	497	33,4	1 488	9,7
BAC+2	753	71,6	299	28,4	1 051	6,9
BAC+3	885	67,4	428	32,6	1 313	8,6
BAC+4	435	73,1	160	26,9	595	3,9
BAC+5	270	77,8	77	22,2	347	2,3
Doctorat / PHD	40	74,1	14	25,9	54	0,4
<b>Ensemble</b>	<b>11 679</b>	<b>76,4</b>	<b>3 607</b>	<b>23,6</b>	<b>15 286</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel.

Hormis les postes pour lesquels aucun niveau d'instruction n'a été requis, les recrutements de 2018 ont privilégié trois niveaux d'instruction, à savoir : le secondaire, le supérieur et le primaire avec respectivement 23,5%, 22,0% et 14,6% des emplois pourvus.

Les emplois exigeant un diplôme d'enseignement technique et professionnel sont de l'ordre de 8,8%, tandis que ceux pour lesquels le permis de conduire était nécessaire représentent 6,0%.

**Tableau 34**: Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le niveau d'instruction et le sexe

Niveau d'instruction <sup>6</sup>	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion (%)
Aucun diplôme	3 092	741	3 833	25,1
Permis de conduire	906	13	919	6,0
Enseignement technique et professionnel	940	411	1 351	8,8
Primaire	1 869	362	2 231	14,6
Secondaire	2 489	1 102	3 591	23,5
Supérieur	2 382	978	3 360	22,0
<b>Ensemble</b>	<b>11 679</b>	<b>3 607</b>	<b>15 286</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

Le BEPC a été le diplôme le plus demandé par les entreprises publiques et para publiques, avec respectivement 25,2% et 28,4%.

<sup>6</sup> Cette nomenclature est basée sur le découpage des diplômes que sur le nombre d'années d'étude.

Les entreprises privées ont plutôt privilégié le CEP pour 14,9% de leurs recrutements. A la différence des autres entreprises, celles du privé ont effectué des recrutements faisant appel à tous les diplômés, à des proportions variées. Le BEPC, le BAC et le niveau BAC+3 ont également été demandés pour les recrutements du privé pour plus de 10% chacun. Les emplois faisant appel à des diplômés d'enseignement technique et professionnel ont été offerts principalement dans les entreprises privées.

Toutefois les recrutements des diplômés de la formation professionnelle dans les entreprises publiques, para publiques et sociales sont quasi nuls, même si certaines entreprises privées font rarement appel à ces profils. Pour le compte des entreprises sociales, le diplôme le plus sollicité lors des recrutements est le Doctorat/PHD, soit 24,4% des emplois générés dans ces entreprises.

**Tableau 35** : Nombre de nouveaux emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et le statut de l'entreprise en pourcentage

Diplôme	Publique	Para Publique	Privée	Entreprise Sociale	Ensemble	
					Effectif	Proportion (%)
Aucun diplôme	0,5	13,7	25,9	0,0	3 834	25,1
Permis de conduire	0,5	2,4	6,2	10,0	919	6,0
CEP	0,0	10,3	14,9	22,2	2 230	14,6
BEPC	25,2	28,4	13,3	0,0	2 103	13,8
CAP	17,1	0,0	2,8	6,7	451	3,0
BEP	9,0	2,4	3,6	0,0	5 58	3,7
CQP	0,0	0,0	0,4	0,0	62	0,4
CQB	0,0	0,0	0,2	0,0	30	0,2
BQP	0,0	0,0	1,3	0,0	1 96	1,3
BPT	0,0	0,0	0,2	0,0	27	0,2
BPTS	0,0	0,0	0,2	0,0	26	0,2
BAC	9,9	22,4	9,4	10,0	1 488	9,7
BAC+2	12,2	5,8	6,8	15,6	1 052	6,9
BAC+3	13,1	10,8	8,5	0,0	1 313	8,6
BAC+4	2,7	2,1	3,9	10,0	594	3,9
BAC+5	9,5	1,8	2,2	0,0	347	2,3
Doctorat / PHD	0,0	0,0	0,2	24,4	54	0,4
	100,0	100,0	100,0	100,0	3 834	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>222</b>	<b>380</b>	<b>14 595</b>	<b>89</b>		

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

Les entreprises privées formelles ont recruté 25,9% des effectifs de 2018 sans un diplôme requis. Quant à ceux du niveau secondaire et du supérieur, ils occupent respectivement 22,7% et 21,6% des emplois pourvus.

Concernant les emplois permanents pourvus dans les entreprises parapubliques, les plus sollicités sont les diplômés du secondaire avec 50,8%. Par contre, dans les entreprises sociales et publiques, les diplômés du supérieur ont été les plus recrutés avec des proportions respectives de 50,0% et de 37,4% des emplois.

**Tableau 36** : Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon le niveau d'instruction et le statut de l'entreprise

Niveau d'instruction	Publique	Para Publique	Privée	Entreprise	Ensemble
Aucun diplôme	1	52	3 781	0	3 834
Permis de conduire	1	9	900	9	919
Enseignement technique et professionnel	59	9	1 277	6	1 351
Primaire	0	39	2 171	20	2 230
Secondaire	78	193	3 311	9	3 591
Supérieur	83	78	3 155	45	3 361
<b>Ensemble</b>	<b>222</b>	<b>380</b>	<b>14 595</b>	<b>89</b>	<b>15 286</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

Les emplois pour lesquels aucun diplôme n'a été exigé sont plus présent dans les branches d'activités « construction », « fabrication » et « services de soutien et de bureau », avec des taux respectifs 25,1%, 19,7% et 15,8%. Le permis de conduire a été le plus exigé dans les branches « transport et entreposage » (46,6%) et « construction » (29,7%). Les diplômés de l'enseignement technique et professionnel ont été le plus sollicités dans les branches « construction » (25,2%), « activité extractives » (22,9%) et « commerce de détails » (11,6%). Les diplômés du primaire sont concentrés dans la branche d'activités « services de soutien et de bureau » (62,0%). S'agissant des employés ayant un niveau d'étude secondaire, ils ont été les plus recrutés dans les branches d'activités « services de soutien et de bureau » (19,9%) et « commerce de détails » (14,4%). Quant aux employés de niveau supérieur, ils ont été les plus recrutés dans les branches d'activités « construction » (18,4%), « activités spécialisées » (17,0%), « activités financières, assurance et immobilier » (13,4%) et « activités de fabrication » (12,9%).

**Tableau 37** : Nombre de nouveaux emplois selon la branche d'activités et le niveau d'instruction (en pourcentage)

Branche d'activités	Aucun diplôme	Permis de conduire	Enseignement technique et professionnel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble	%
Activités extractives	0,8	2,6	22,9	1,0	4,3	0,8	877	5,7
Activités de fabrication	19,7	2,0	9,9	6,4	12,9	19,7	1752	11,5
Construction	25,1	29,7	25,2	5,5	18,4	25,1	2644	17,3
Commerce de gros	4,7	0,0	0,4	3,4	1,2	4,7	358	2,3
Commerce de détail	9,3	8,9	11,6	9,4	8,1	9,3	1595	10,4
Transports et entreposage	11,1	46,6	6,8	3,6	3,9	11,1	1338	8,8
Hébergement et restauration	6,2	0,5	2,4	2,8	0,5	6,2	409	2,7
Information et communication	0,0	0,7	5,0	0,0	2,9	0,0	217	1,4
Activités financières, assurances et immobilier	0,0	0,7	2,4	0,7	13,4	0,0	824	5,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,5	0,9	2,4	1,8	17,0	1,5	968	6,3
Activités de services, de soutien et de	15,8	4,5	5,3	62,0	6,6	15,8	3037	19,9
Enseignement	0,2	2,5	1,7	0,0	3,3	0,2	286	1,9
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	5,6	0,3	0,2	3,2	3,3	5,6	645	4,2
Energie	0,0	0,3	3,6	0,0	4,3	0,0	336	2,2
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>15286</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

#### 4.4 Mouvements de personnel

En 2018, les entreprises formelles ont enregistré 3 370 départs de personnel dont 16,5% ont concerné des femmes. Les fins de contrats, les démissions et les départs à la retraite constituent respectivement 37,4%, 35,8% et 12,0% de ces départs. Quant aux licenciements, suspensions et autres (décès, invalidité, etc.), ils occupent chacun moins de 10% des départs.

**Tableau 38** : Mouvements du personnel selon le motif du départ et le sexe

Motif de départ	Hommes	Femmes	Ensemble	Proportion (%)
Départ à la retraite	349	56	405	12,0
Démissions	937	270	1 207	35,8
Licenciement	290	44	334	9,9
Fin de contrat	1 099	160	1 259	37,4
Suspension pour toute l'année	12	6	18	0,5
Autres (décès, invalidité, etc.)	127	20	147	4,4
<b>Ensemble</b>	<b>2 814</b>	<b>556</b>	<b>3 370</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel



Les branches d'activités ont presque toutes enregistré moins de 13% des départs en 2018 à l'exception des branches « activités de services, de soutien et de bureau » et « construction » qui enregistrent respectivement 22,1% et 18,8% du total des départs.

En général, les fins de contrats et les démissions constituent les principaux motifs des départs avec des taux respectifs de 37,4% et 35,8%.

En ce qui concerne la branche « activités de services, de soutien et de bureau », 68% des départs sont liées aux démissions. Quant à la branche « construction », 57,5% des départs sont dus à des fins de contrats.

**Tableau 39** : Mouvements du personnel selon la branche d'activités et le motif du départ

Branche d'activité	Départ à la retraite	Démis sions	Licenci ement	Fin de contrat	Suspension pour toute l'année 2018	Autres (décès, invalidité, etc.)	Ense mble	Proporti on (%)
Activités extractives	13,8	44,8	3,4	27,6	0,0	10,3	58	1,7
Activités de fabrication	37,3	18,7	14,7	14,0	2,0	13,3	407	12,1
Construction	1,9	26,5	12,8	57,5	0,0	1,3	633	18,8
Commerce de gros	3,0	17,4	7,6	68,2	0,0	3,8	132	3,9
Commerce de détail	7,1	64,3	8,7	10,7	0,5	8,7	196	5,8
Transports et entreposage	23,1	28,8	16,6	26,9	0,3	4,4	386	11,5
Hébergement et restauration	8,0	46,0	36,0	2,0	6,0	2,0	50	1,5
Information et communication	15,6	43,3	8,9	30,0	0,0	2,2	90	2,7
Activités financières, assurances et immobilier	8,8	25,3	8,8	53,9	0,0	3,2	217	6,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,9	19,8	16,0	53,1	1,2	4,9	81	2,4
Activités de services, de soutien et de bureau	2,0	68,1	3,5	23,4	0,4	2,7	745	22,1
Enseignement	17,1	57,1	2,9	20,0	0,0	2,9	35	1,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1,4	7,0	5,6	83,1	1,4	1,4	71	2,1
Energie	23,4	4,5	4,1	66,5	0,0	1,5	269	8,0
<b>Ensemble</b>	<b>12,0</b>	<b>35,8</b>	<b>9,9</b>	<b>37,4</b>	<b>0,5</b>	<b>4,4</b>	<b>3370</b>	<b>100,0</b>

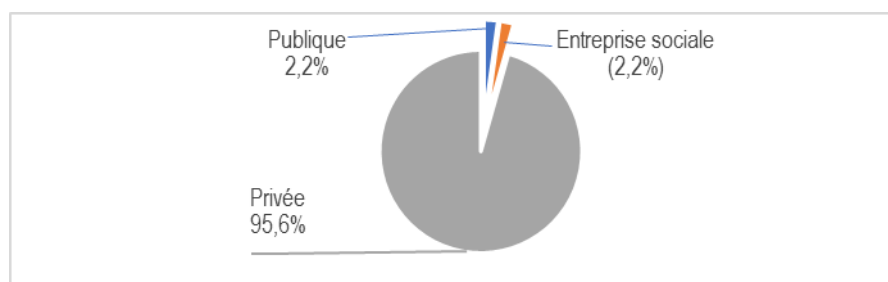
Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

#### 4.5. Difficultés de recrutement

Pendant les trois (03) dernières années, des postes sont restés vacants, soit par manque de profils adéquats, soit par faible capacité financière des entreprises. La difficulté la plus récurrente a porté sur le fait que les entreprises sollicitent des profils de plus en plus polyvalents pour effectuer plusieurs tâches mais qu'il est difficile de trouver suffisamment sur le marché du travail.

Environ 96% des entreprises ayant rencontré des difficultés de recrutement relèvent du secteur privé. A contrario, les entreprises du secteur public et les entreprises sociales ont une situation plus confortable sur le marché du travail, du fait de la disponibilité des profils recherchés.

**Graphique 9** : Proportion des entreprises ayant eu des difficultés de recrutement au cours des 3 dernières années selon le statut de l'entreprise



Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

Au cours de l'année 2018, le nombre de postes restés non pourvus est estimé à 2 754 malgré les efforts de recrutement qui ont duré au moins 4 mois. Les postes restés vacants se retrouvent dans diverses professions et dans tous les secteurs d'activités (cf. annexe.) Les professions de serveurs, cuisiniers, secrétaires et opticiens représentent respectivement 23,0%, 13,5%, 9,8% et 8,9% de ces postes. Sur 58 professions recensées, les quatre cités ci-dessus représentent 55,2% contre 44,8% pour l'ensemble des autres professions.

**Tableau 40** : Types de profession dont le poste est resté vacant pendant 4 mois malgré les efforts de recrutement suivant le nombre de postes non pourvus

Métiers	Effectifs	Pourcentage
Cuisinier	371	13,5
Opticien	244	8,9
Secrétaire	271	9,8
Serveur	634	23,0
Autres	1 234	44,8
<b>Ensemble</b>	<b>2 754</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

Selon les diplômes, les postes restés vacants pendant 4 mois malgré les efforts de recrutement sont constitués à 31% de sans diplômes, 23% de diplômés de BEPC, 11% des titulaires du BPTS, 10% de diplômés de BAC. Les niveaux de diplômes ou profils de qualifications pour lesquels les entreprises n'ont pas eu de difficultés de recrutements sont essentiellement les niveaux BAC+4 (0,2%), CQP (0,1%), BEP 1,2% et permis de conduire 0,6%.

Les emplois sans diplôme requis ou exigeant un diplôme de niveau secondaire sont les plus nombreux à ne pas être pourvus. Par contre les emplois qui requièrent au moins le niveau BAC et les diplômes de l'enseignement technique et professionnel ont été les plus pourvus.

De façon générale, un poste non pourvu pourrait s'expliquer par l'insuffisance d'information ou les exigences et la nature du poste. En effet, les entreprises n'utilisent pas suffisamment, d'une part, les canaux d'information et d'intermédiation sur le marché de l'emploi, notamment l'ANPE et l'ONEF et d'autre part, les demandeurs d'emplois ne sont pas suffisamment formés en technique de recherche d'emploi.

**Tableau 41** : Diplôme/ titre de qualification pour les postes restés vacants au moins 4 mois malgré les efforts de recrutement

Diplôme/qualification	Effectif	Proportion (%)
Aucun diplôme	863	31,3
BAC	266	9,7
BAC+2	118	4,3
BAC+3	134	4,9
BAC+4	6	0,2
BAC+5	174	6,3
BEP	34	1,2
BEPC	642	23,3
BPTS	307	11,1
CAP	84	3,1
CEP	105	3,8
CQP	3	0,1
Permis de conduire	16	0,6
<b>Ensemble</b>	<b>2 754</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

#### 4.6. Perspectives de recrutement

En 2017, les entreprises privées envisageaient créer environ 20 000 emplois en 2018, avec pour condition principale, l'amélioration des marchés d'écoulement de leurs produits. En 2018, les entreprises privées ont plutôt créé 15 286 emplois, soit un manque de 24% de leurs prévisions. Ceci pourrait s'expliquer par une détérioration du climat des affaires due à plusieurs facteurs, dont le défi sécuritaire, les mouvements sociaux dans l'administration publique, etc.

En 2019, environ 51% des entreprises ont exprimé leur souhait de créer au cours des 12 prochains mois 13 718 emplois. Tout comme la précédente, cette perspective est aussi conditionnée par plusieurs facteurs, notamment l'amélioration du climat des affaires et le renforcement des conditions sécuritaires.

Les raisons majeures évoquées par les entreprises qui ne souhaitent pas recruter au cours des 12 prochains mois sont entre autres le manque de personnel qualifié sur le marché du travail (94%), l'insécurité (85,1%), la réglementation et la pression fiscale (73,0%), la forte concurrence (68,7%) et les difficultés d'accès au crédit ou les taux d'intérêts élevés (63,5%). En outre, les entreprises ont évoqué des raisons telles que la baisse du chiffre d'affaires (54,3%) et le personnel suffisant (44%).

**Tableau 42**: Proportion des entreprises qui ne souhaitent pas recruter au cours des 12 prochains mois selon la raison

Raisons invoquées	Proportion (%)
Personnel suffisant	44,0
Baisse du chiffre d'affaires	54,3
Insécurité	85,1
Forte concurrence	68,7
Problème de financement (difficultés d'accès au crédit ou taux d'intérêt élevés)	63,5
Manque de personnel qualifié sur le marché du travail	94,0
Trop de réglementations, d'impôts et de taxes	73,0

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

D'autres raisons évoquées mais à moindre degré par les entreprises sont : les lourdeurs administratives, la corruption, les difficultés de recouvrement des créances, la mobilité du personnel et les possibilités de fermeture de certaines entreprises.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'emploi constitue le principal moyen d'insertion socioprofessionnelle, un des facteurs d'amélioration des conditions de vie et de réduction de la pauvreté et de vulnérabilité. Il joue un rôle important dans la création de richesses et la répartition des revenus de la croissance économique.

L'Enquête nationale sur la main d'œuvre au Burkina Faso, réalisée en 2019, a eu pour objectif principal d'établir le bilan des emplois créés dans les différents secteurs de l'économie nationale au cours de l'année 2018. Elle a permis de dégager le nombre et les caractéristiques des emplois salariés générés par l'administration publique, les ONG's, les projets et programmes ainsi que les entreprises formelles non agricoles.

En 2018, le nombre global d'emplois créés dans le secteur formel non agricole au Burkina Faso est estimé à 101 176 contre 107 535 en 2017, soit une baisse de 5,9% entre les deux années. L'ensemble des emplois permanents est estimé à 46 786 en 2017 et 27 332 en 2018, soit une diminution de 41,6 %. Par ailleurs, les résultats de cette enquête ont permis d'estimer pour l'année 2018, un effectif de 1 527 074 emplois créés dans le secteur informel non agricole.

S'agissant de l'administration publique, elle a généré 11 228 emplois, soit une baisse de 41,1% par rapport à 2017. En revanche, les ONG' ont contribué à la création de 292 emplois en 2018, une hausse de 44,6% par rapport à l'année 2017. La mise en œuvre des projets et programmes a contribué également à créer 18 433 emplois en 2018, soit une baisse de 53,0% par rapport à 2017.

En outre, les entreprises ont évoqué les difficultés rencontrées en 2018 et les perspectives de créations d'emplois en 2020. S'agissant des difficultés, les principales sont : le manque de profils adéquats de ressources humaines sur le marché du travail pour répondre aux besoins en mains d'œuvre des entreprises et la faible capacité financière de ces dernières.

En ce qui concerne leurs perspectives, la moitié des entreprises souhaite créer en 2020, 13 718 emplois si le climat des affaires et la situation sécuritaire s'améliorent. Toutefois les entreprises qui n'ont pas en perspective le recrutement du personnel ont surtout évoqué comme motifs, le manque de personnel qualifié sur le marché du travail, la forte concurrence, la réglementation et la pression fiscale ainsi que les difficultés d'accès aux crédits.

A l'issue de l'étude, les suggestions vont dans le sens de l'amélioration de la transition de l'économie informelle vers le secteur moderne. En effet il y a lieu d'encourager d'une part, les entreprises du secteur formel à créer davantage des emplois stables et décents et d'autre part, à amener les entreprises du secteur informel qui ont un gros capital à rejoindre le secteur moderne. Pour cela, l'Etat est invité à développer une politique fiscale favorable aux différents secteurs de l'économie.

En outre cette enquête a permis de disposer des informations à même d'éclairer les différents acteurs de l'économie, en l'occurrence les décideurs politiques. Aussi, il est indiqué que ce dispositif d'enquête (ENAMO-BF) soit permanent pour fournir des indicateurs sur la dynamique du marché du travail.

Au regard des résultats de la présente étude, il est nécessaire :

- de mettre en œuvre des projets et programmes structurants de promotion de l'emploi ;

- intégrer des objectifs d'emplois dans les projets et programmes qui interviennent dans les secteurs de production et de transformation ;
- de renforcer la création d'emplois dans la mise en œuvre des politiques sectorielles;
- de prendre des mesures adéquates pour faciliter l'insertion socioprofessionnelle des diplômés de l'EFTP.

## **ANNEXE**

**Tableau 43** : Types de profession dont le poste est resté vacant pendant 4 mois malgré les efforts de recrutement suivant le nombre de postes non pourvus

Profession	Nombre de poste
Afficheur	3
Agent de sécurité	8
Agent de terrain	179
Attache commercial réseau	7
Baqagiste	0
Caissier	44
Caissière	27
Censeur	4
Chauffeur	16
Chef de projet	2
Commercial	44
Comptable	63
Conducteur raboteuse	2
Conducteur recycleuse	2
Contrôleur	21
Couturier	24
Cuisinier	371
Electricien	37
Electricien diagnostiqueur	10
Electricien engin lourd	2
Enseignant	6
Formateur en logistique	24
Gérant	61
Gestionnaire d'entreprise	6
Gestionnaire des projets	34
Gestionnaire des ressources humaine	2
Gestionnaire financier	1
Infographe	6
Informaticien	18
Inqénieur	3
Inqénieur en génie civil hydraulique	24
Inqénieur en télécom	3
Inqénieur géotechnicien	2
Inqénieur marqueteur	34
Inqénieur statisticien	34
Livreur	21
Logisticien	4
Maqasinier	36
Marqueteur	6
Mécanicien	1
Monitrice	20
Nettoyeur	13
Operateur de grue 120 tonnes	2
Operateur de grue 50 tonnes	2
Opticien	244
Plongeur	132
Professeur de physique-chimie	48
Réceptionniste	22
Responsable managérial	10
Secrétaire	271
Serveur	634
Surveillant	8
Technicien	21
Technicien chantier	82
Technicien en bâtiment	21
Technicien en génie civil	3
Technicien supérieur	10
Vendeur	21
<b>Ensemble</b>	<b>2 754</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

**Tableau 44** : Situation des besoins de recrutement des entreprises au cours des 12 prochains mois

Métier	Diplôme	Effectif
Charge de renforcement capacité	BAC+2	17
Responsable des marches	BAC+3	2
Actuaire	BAC+5	1
Agent administratif	BAC+2	2
Agent administratif	BEPC	1
Agent de bureau	BEPC	10
Agent de circulation	BAC	19
Agent de crédit	BAC	2
Agent de crédit	BAC+4	10
Agent de maîtrise	BAC+3	49
Agent de recouvrement	BAC+2	6
Agent de sécurité	CEP	1411
Agent de sécurité	AUCUN DIPLÔME	54
Agent de sécurité	CEP	59
Agent de sécurité	AUCUN DIPLÔME	10
Agent marketing	BEPC	49
Agent qualité sécurité	BEPC	1
Agent sante	BEPC	26
Agent sante	AUCUN DIPLÔME	46
Agent sante	BAC+3	98
Agent sante	BAC+3	7
Agent sante	BAC	26
Agent technicien d'élevage	BEP	2
Agents de bureau	BAC+2	2
Agents de chantier	CEP	33
Agents de parc	BAC	2
Agents logistics	BAC+2	1
Agents quittancier	BAC+3	1
Agents techniques	BAC	69
Agroalimentaire	BAC	13
Agro-pédologue	BAC+5	8
Aide cariste	PERMIS DE CONDUIRE	3
Analystes crédits	BAC+3	35
Analystes crédits	BAC+2	4
Animateur en ingénierie sociale	BEPC	21
Architecte	DOCTORAT/PHD	4
Architecte	BAC+5	21
Assistant en ressources humaines	BAC+2	2
Assistant marketing	BAC+3	1
Assureur statisticien	BAC+5	1
Assureurs	BAC+4	2
Auditeur	BAC+3	25
Auditeur	BAC+4	36
Auditeur	BAC+2	21
Auxiliaire en pharmacie	BAC	17
Auxiliaire en pharmacie	BEPC	112
Boulangier	AUCUN DIPLÔME	77
Boulangier	CQP	8
Business développeur	BAC+5	1
Cadre supérieur approvisionnement	BAC+4	1
Cadre supérieur qualité	BAC+4	1
Caissier	BAC+4	3
Caissier	BEPC	92
Caissier	BAC	39
Caissier	BAC+2	44
Caissier	BPTS	2
Caissier	CAP	5
Caissier	PERMIS DE CONDUIRE	3



Caissier	CEP	1
Carreleurs	CAP	8
Charge clientèle	BAC+2	3
Charge de communication	BAC+3	29
Charger de souscription	BAC+2	3
Chauffeur	PERMIS DE CONDUIRE	734
Chauffeur	CEP+PERMIS DE CONDUIRE	79
Chauffeur mécanicien	CAP	17
Chef d'atelier	BQP	24
Chef d'atelier	BAC+4	5
Chef de bâtiment	BEP	20
Chef de chantier	BAC+3	6
Chef de chantier	BEPC	16
Chef de personnel	BAC+5	6
Chef de service souscripteur	BAC+4	1
Chef d'équipe	BEP	3
Chef d'équipe	CAP	1
Chef d'usine	BAC+3	1
Collecteur et operateur de saisie	CEP	5
Commercial	BEPC	87
Commercial	BAC+5	19
Commercial	CQP	18
Commercial	BAC+2	157
Commercial	BAC	337
Commercial	CAP	23
Commercial	BEP	25
Commercial	BAC+4	10
Commis	CEP	18
Communicateur	BAC+3	13
Communicateur	BAC+4	1
Comptable	BEPC	6
Comptable	BAC	41
Comptable	BAC+5	9
Comptable	BAC+3	77
Comptable	BPT	5
Comptable	BAC+2	138
Comptable	CAP	12
Comptable	BEP	278
Comptable	BAC+4	34
Comptable	BPTS	9
Conducteur de gros engins	BEPC	10
Conducteur de machine	PERMIS DE CONDUIRE	2
Conseille administratif	BAC	5
Conseiller	BAC+3	7
Conseiller agricole	BEPC	3
Conseiller clientèle	BAC+2	4
Conseiller en crédit	BAC+2	1
Contrôleur	CAP	13
Contrôleur	BPTS	13
Contrôleur de gestion	BAC+5	6
Contrôleur interne	BAC+4	1
Contrôleur de bus	BAC+3	2
Contrôleur du bâtiment	BAC+2	4
Convoyeur	CEP	19
Coursier	CEP	55
Coursier	AUCUN DIPLÔME	77
Coursier	BEPC	172
Coursier	CAP	13
Coursier	CEP	5
Couturier	BQP	17
Convoyeurs	BEPC	12

Cuisinier	BEPC	5
Cuisinier	CQP	62
Cuisinier	CAP	80
Cuisinier	AUCUN DIPLÔME	124
Femme de ménage	AUCUN DIPLÔME	3
Déclarant douane	BAC	2
Déclarant douane	BAC+2	13
Dépôt manager	BAC+3	2
Dessinateurs métreurs	BAC+2	13
Développeur des applications	BAC+5	9
Directeur	BAC+5	1
Directeur administratif et financier	BAC+5	3
Directeur administratif et financier	BAC+2	1
Directeur administratif et financier	BAC+3	5
Directeur administratif et financier	BAC+5	3
Directeur commercial	BAC	11
Directeur de chantier	BEPC	11
Directeur de chantier	BAC	37
Directeur des études	BAC+3	19
Directeur marketing	BAC+5	6
Distributeur	BEPC	69
Economiste	BAC+5	6
Economiste	BAC+3	21
Egreneur	CAP	1
Electricien	BAC	1
Electricien	BEP	52
Electricien	CAP	50
Electro mécanicien	BPT	21
Electro technicien	BAC+3	14
Enseignant	CAP	23
Enseignant	BEPC	48
Enseignant	BAC+3	158
Enseignant	BAC	66
Femme de ménage	AUCUN DIPLÔME	14
Fiscaliste	BAC+2	7
Fondeurs	AUCUN DIPLÔME	46
Formateur en sécurité	BAC	1
Formateur en solaire	BAC	14
Génie civil	BAC	2
Géologue	BAC+3	30
Gestionnaire administratif financier	BAC+3	4
Gestionnaire de compte	BAC+2	7
Gestionnaire de stock	BPTS	11
Gestionnaire des ressources humaines	BAC+4	11
Gestionnaire des ressources humaines	BAC+5	10
Gestionnaire des ressources humaines	BAC	1
Gestionnaire des ressources humaines	BAC+3	1
Gestionnaires des comptes	BAC+5	5
Guichetiers	BAC	24
Guichetiers	CEP	4
Gynécologue	DOCTORAT/PHD	7
Hôtesses boutique	BEPC	244
Infographe	BAC+2	4
Informaticien	BPTS	110
Informaticien	BAC+3	18
Informaticien	BAC+2	25
Informaticien	DOCTORAT/PHD	14
Ingénieur	BAC+5	41
Ingénieur	BAC+4	2
Ingénieur agronome	BAC+4	32
Ingénieur de travaux	BAC+3	16

Ingénieur eau assainissement	BAC+4	32
Ingénieur électricité	BAC+2	4
Ingénieur en eau et environnement	BAC+3	14
Ingénieur en Energie solaire	BAC+5	12
Ingénieur en génie civil	BAC+5	9
Ingénieur en génie civil	BAC+4	13
Ingénieur en génie civil	BAC+3	9
Ingénieur en génie civil	BAC+5	4
Ingénieur géotechnicien	BAC+5	8
Ingénieur mécanicien	BAC+5	2
Ingénieur mécanicien	BAC+2	4
Ingénieur mécanicien	BAC+3	7
Ingénieur télécom	BAC+5	18
Ingénieurs	DOCTORAT	2
Ingénieurs des routes	BAC+5	2
Ingénieurs électricité	BAC+5	31
Journaliste	BAC+3	17
Juriste	BAC+3	30
Juriste	BAC+4	1
Juriste	DOCTORAT	28
Logisticien	BAC+4	5
Logisticien	BAC+2	2
Maçon	CAP	40
Maçon	CEP	40
Maçon	AUCUN DIPLÔME	43
Magasinier	AUCUN DIPLÔME	12
Magasinier	BEPC	56
Magasinier	PERMIS DE CONDUIRE	4
Maintenancier	CEP	7
Manceuvre	AUCUN DIPLÔME	1055
Manceuvre	CEP	26
Manceuvre	PERMIS DE CONDUIRE	39
Marketeur	BAC+4	3
Marketeur	BAC+3	9
Marketing	BAC+2	2
Mécanicien	CAP	51
Mécanicien	BPT	6
Mécanicien	BAC	2
Mécanicien	BQP	2
Mécanicien	AUCUN DIPLÔME	3
Mécanicien	CQP	44
Mécanicien	BAC+2	8
Mécanicien	CQB	2
Mécanicien engin BTP	CAP	14
Mécaniciens des pompes	CAP	14
Médecin	DOCTORAT	4
Menuisier	AUCUN DIPLÔME	18
Monitrice d'internat	BEPC	10
Nettoyeurs	AUCUN DIPLÔME	8
Operateur	CEP	26
Operateur de biogaz	BAC+2	36
Operateur de quart	BEPC	1
Ouvrier	BEPC	17
Ouvrier	AUCUN DIPLÔME	812
Ouvrier qualifie	BEP	73
Ouvrier qualifie	PERMIS DE CONDUIRE	1
Ouvriers	BEPC	32
Ouvrier qualifie	CEP	27
Peintre	BPT	6
Peintre	BEP	5
Peintre	CAP	26

Personnel administratif	BAC+3	1
Planificateur	BAC+5	1
Planton	CEP	1
Plombiers	CAP	26
Pompistes	BEPC	244
Pompistes	CEP	37
Producteur	BAC	4
Professeur	BAC+3	38
Professeurs d'anglais	BAC+4	8
Professeurs de pc	BAC+4	8
Professeurs de SVT	BAC+4	8
Professeurs vacataires	BAC+3	195
Professeurs de mathématiques	BAC+4	8
Pyro-analyste	BEPC	7
Radiologie	DOCTORAT/PHD	7
Ramasseuses	AUCUN DIPLÔME	4
Réalisateur	BAC+3	4
Réceptionniste	BEPC	36
Releveurs de compteurs	BEPC	11
Reprographe	BEPC	1
Reprographe	CEP	22
Responsable commercial	BAC+3	10
Responsable d'agence	BAC+5	3
Responsable de vente	BAC	12
Responsable financier	BAC+5	1
Responsable opération d'agence	BAC+3	3
Responsable paie	BAC+2	1
Responsable transport canne préparation paste	BAC+5	1
Gestionnaire des Ressources humaines	BAC+3	1
Sage-femme	BAC+3	6
Sage-femme	BAC+2	12
Secrétaire	BAC+2	72
Secrétaire	BEP	143
Secrétaire	CEP	61
Secrétaire	BAC	134
Secrétaire	BPTS	2
Secrétaire	CAP	159
Secrétaire	BEPC	60
Secrétaire	BAC+3	11
Secrétaire comptable	BEP	295
Secrétaire comptable	CAP	122
Sérigraphie	BEP	4
Serveurs	CQB	60
Serveuses	BEPC	247
Socio-économiste	BAC+5	8
Sociologue	BAC+3	12
Solaire	BAC+2	14
Soudeur	CAP	22
Soudeur	CQP	24
Soudeur	AUCUN DIPLÔME	30
Soudeur qualifié	BEP	43
Souscripteur	BAC+3	1
Spécialiste en environnement	BAC+5	15
Spécialiste en montage de dossiers financiers	BAC+5	16
Spécialiste en passation de marches	BAC+3	31
Standardiste	BEPC	8
Standardiste	BEP	38
Economiste statisticien	BAC+5	20
Superviseur en sécurité	BEPC	1
Surveillant	BAC+3	5
Surveillant	BEPC	6

Surveillant	BAC+2	13
Tacheriers	AUCUN DIPLÔME	46
Technicien en génie civil	BAC+2	27
Technicien	BEP	44
Technicien	BAC+2	40
Technicien	CEP	20
Technicien	BAC+3	17
Technicien	BPTS	110
Technicien	CAP	29
Technicien	BEPC	26
Technicien	BAC+3	51
Technicien bâtiment	BPTS	32
Technicien biomédical	BAC+4	9
Technicien biomédical	BAC+4	24
Technicien en génie civil	BEP	103
Technicien en génie civil	BPTS	10
Technicien en génie civil	BAC	15
Technicien en génie civil	BAC+2	64
Technicien en génie civil	BAC	3
Technicien en génie civil	BPT	13
Technicien industrielle	BAC+3	22
Technicien laboratoire	BAC	11
Technicien supérieur	BPTS	7
Technicien supérieur	BAC+3	8
Technicien supérieur	BAC+2	16
Technicien supérieur	BAC	110
Technicien supérieur en bâtiment	BPTS	5
Technicien supérieur d'élevage	BAC+2	2
Technicien supérieur en bâtiment	BAC+2	43
Technicien supérieur en électricité	BAC+2	5
Technicien supérieur en génie civil	BAC+4	4
Technicien supérieur en génie civil	BAC+3	40
Technicien supérieur en génie civil	BAC	10
Technicien supérieur en hydraulique	BAC+2	14
Technicien supérieur en génie civil	BAC+2	7
Technicien	BAC	17
Techniciens commercial	BEP	4
Techniciens en géologie	BAC+5	38
Techniciens supérieurs en électricité	BAC+2	21
Technicien de bâtiment	BPT	128
Technicien	BEP	43
Télécommunication	BAC+3	49
Téléconseiller	BAC+2	22
Tôlier	BPT	6
Topographe	BEP	29
Transitaire comptable	BAC+2	2
Valet de chambre	AUCUN DIPLÔME	2
Vendeur	BEPC	146
Vendeuse	AUCUN DIPLÔME	20
Vendeuse caissière	BAC	1
<b>Ensemble</b>		<b>13 717</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

**Tableau 45** : Nombre de nouveaux emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et la branche d'activités

Branche d'activités	Aucun diplôme	Permis de conduire	CEP	BEPC	CAP	BEP	CQP	CQB	BQP	BPT	BPTS	BAC	BAC+2	BAC+3	BAC+4	BAC+5	Doctorat / PHD	Ensemble
Activités extractives	29	24	22	209	20	120	0	0	169	0	0	141	21	80	22	20	0	877
Activités de fabrication	755	18	143	131	26	93	4	0	0	6	5	138	91	214	94	35	0	1752
Construction	961	273	123	95	84	158	23	30	14	21	12	230	236	294	45	44	0	2 644
Commerce de gros	182	0	76	51	4	0	3	0	0	0	0	3	16	15	3	4	3	358
Commerce de détail	358	82	210	429	96	49	4	0	0	0	9	86	65	77	93	17	18	1 595
Transports et entreposage	424	429	80	80	80	12	0	0	0	0	0	101	57	44	17	14	0	1 338
Hébergement et restauration	236	5	63	15	3	5	23	0	0	0	0	43	0	5	10	0	0	409
Information et communication	0	6	0	26	7	51	0	0	9	0	0	22	17	64	6	10	0	217
Activités financières, assurances et immobilier	1	6	16	245	18	15	0	0	0	0	0	74	227	97	60	67	0	824
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	59	8	41	55	0	32	0	0	0	0	0	202	124	240	105	101	0	968
Activités de services, de soutien et de bureau	604	41	1384	571	55	9	5	0	4	0	0	142	70	86	63	3	0	3 037
Enseignement	9	23	0	30	22	2	0	0	0	0	0	90	40	51	11	8	0	286
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	214	3	72	90	0	3	0	0	0	0	0	153	16	0	61	0	33	645
Energie	1	3	0	77	37	12	0	0	0	0	0	62	71	46	5	24	0	336
<b>Ensemble</b>	<b>3 833</b>	<b>920</b>	<b>2 231</b>	<b>2 103</b>	<b>452</b>	<b>559</b>	<b>62</b>	<b>30</b>	<b>196</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>1 488</b>	<b>1051</b>	<b>1 313</b>	<b>595</b>	<b>347</b>	<b>54</b>	<b>1 5286</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

**Tableau 46** : Nombre d'emplois salariés permanents créés en 2018 selon la branche d'activités et le type de contrat

Branche d'activités	CDI	CDD	Contrats verbaux	Ensemble
Activités extractives	114	722	41	877
Activités de fabrication	923	540	288	1 751
Construction	798	1 318	528	2 644
Commerce de gros	99	82	177	358
Commerce de détail	552	631	411	1 594
Transports et entreposage	479	732	127	1 338
Hébergement et restauration	199	96	114	410
Information et communication	62	155	0	217
Activités financières, assurances et immobilier	140	463	221	824
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	352	509	107	968
Activités de services, de soutien et de bureau	1484	1270	283	3 037
Enseignement	157	78	51	286
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	57	230	358	645
Energie	217	119	0	336
<b>Ensemble</b>	<b>5 634</b>	<b>6 944</b>	<b>2 708</b>	<b>15 286</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

**Tableau 47** : Proportion des entreprises souhaitant recruter au cours des 12 prochains mois

OUI	50,9
NON	49,1
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel (annexe)

**Tableau 48** : Nombre de nouveaux emplois salariés permanents créés en 2018 selon le diplôme et le statut de l'entreprise

Diplôme	Publique	Para Publique	Privée	Entreprise Sociale	Ensemble
Aucun diplôme	1	52	3 781	0	3 834
Permis de conduire	1	9	900	9	919
CEP	0	39	2171	20	2 230
BEPC	56	108	1 939	0	2103
CAP	38	0	407	6	451
BEP	20	9	529	0	558
CQP	0	0	62	0	62
CQB	0	0	30	0	30
BQP	0	0	196	0	196
BPT	0	0	27	0	27
BPTS	0	0	26	0	26
BAC	22	85	1 372	9	1 488
BAC+2	27	22	989	14	1 052
BAC+3	29	41	1 243	0	1 313
BAC+4	6	8	571	9	594
BAC+5	21	7	319	0	347
Doctorat / PHD	0	0	32	22	54
<b>Ensemble</b>	<b>222</b>	<b>380</b>	<b>14 595</b>	<b>89</b>	<b>15 286</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

**Tableau 49** : Nombre de nouveaux emplois Nombre de nouveaux emplois selon la branche d'activités et le niveau d'instruction

Branche d'activités	Aucun diplôme	Permis de conduire	Enseignement technique et professionnel	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Activités extractives	29	24	309	22	350	143	877
Activités de fabrication	755	18	134	143	269	434	1 752
Construction	961	273	341	123	325	619	2 644
Commerce de gros	182	0	6	76	54	40	358
Commerce de détail	358	82	157	210	516	271	1 595
Transports et entreposage	424	429	92	80	180	132	1 338
Hébergement et restauration	236	5	32	63	58	16	409
Information et communication	0	6	67	0	48	97	217
Activités financières, assurances et immobilier	1	6	33	16	318	450	824
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	59	8	32	41	257	571	968
Activités de services, de soutien et de bureau	604	41	72	1384	713	223	3 037
Enseignement	9	23	23	0	120	110	286
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	214	3	3	72	243	110	645
Energie	1	3	49	0	139	145	336
<b>Ensemble</b>	<b>3 833</b>	<b>920</b>	<b>1 351</b>	<b>2 231</b>	<b>3 591</b>	<b>3 360</b>	<b>15 286</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel

**Tableau 50** : Mouvements du personnel selon la branche d'activités et le motif du départ

Branche d'activités	Départ à la retraite	Démissions	Licenciement	Fin de contrat	Suspension pour toute l'année 2018	Autres (décès, invalidité, etc.)	Ensemble
Activités extractives	8	26	2	16	0	6	58
Activités de fabrication	152	76	60	57	8	54	407
Construction	12	168	81	364	0	8	633
Commerce de gros	4	23	10	90	0	5	132
Commerce de détail	14	126	17	21	1	17	196
Transports et entreposage	89	111	64	104	1	17	386
Hébergement et restauration	4	23	18	1	3	1	50
Information et communication	14	39	8	27	0	2	90
Activités financières, assurances et immobilier	19	55	19	117	0	7	217
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4	16	13	43	1	4	81
Activités de services, de soutien et de bureau	15	507	26	174	3	20	745
Enseignement	6	20	1	7	0	1	35
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1	5	4	59	1	1	71
Energie	63	12	11	179	0	4	269
<b>Ensemble</b>	<b>405</b>	<b>1 207</b>	<b>334</b>	<b>1 259</b>	<b>18</b>	<b>147</b>	<b>3 370</b>

Source : ONEF, 2019, Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel